MÉMORIAL

DES

SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

SÉANCE EXTRAORDINAIRE

Cinquante et unième séance – Lundi 28 mars 2011, à 17 h

Présidence de M^{me} Frédérique Perler-Isaaz, présidente

La séance est ouverte à 17 h dans la salle du Grand Conseil.

Font excuser leur absence: *M^{me} Sandrine Salerno*, maire, *MM. Manuel Tornare* et *Patrice Mugny*, conseillers administratifs, *MM. Alexis Barbey*, *Jacques Baud*, *Christophe Buemi*, *M^{me} Sandrine Burger*, *MM. Alexandre Chevalier*, *Alpha Dramé*, *Christophe Dunner*, *M^{me} Florence Kraft-Babel*, *M. Christian Lopez Quirland*, *M^{mes} Anne Moratti Jung*, *Annina Pfund* et *Patricia Richard*.

Assistent à la séance: *M. Pierre Maudet*, vice-président, et *M. Rémy Pagani*, conseiller administratif.

CONVOCATION

Par lettre du 11 mars 2011, le Conseil municipal est convoqué en séances extraordinaires dans la salle du Grand Conseil pour lundi 28 mars 2011, à 17 h et 20 h 30.

1. Communications du Conseil administratif.

Néant.

2. Communications du bureau du Conseil municipal.

La présidente. Mesdames et Messieurs, je dois vous dire que les chefs de groupe et le bureau viennent de se réunir durant trois quarts d'heure et je vous précise également que les débats de ce soir ne seront pas retransmis par TV Léman bleu. Constatez que nous avons tout de même un journaliste à la tribune...

Je dois vous dire également qu'en raison d'impératifs liés à sa fonction M. Rémy Pagani ne pourra être présent que de 17 h à 18 h. M^{me} Sandrine Salerno, maire, M. Patrice Mugny et M. Manuel Tornare vous prient d'excuser leur absence ce soir. Deux conseillers administratifs seront donc présents.

Je salue à la tribune du public Jean-Pascal Perler, ancien conseiller municipal. (*Applaudissements.*)

Nous travaillerons donc aujourd'hui sur ce nouveau règlement du Conseil municipal. L'ensemble de la commission du règlement souhaite que nous puissions arriver au terme de nos travaux ce soir même. Je vous indique, et vous l'aurez sans doute remarqué, que le règlement que vous avez reçu ne comporte que les articles; il sera ajouté, en cas d'acceptation de ce règlement, un index tel qu'il figure dans le règlement actuel ainsi que les différentes directives, par exemple celles données aux présidents de commission. Il y aura également une révision de la formulation épïcène sur l'ensemble du règlement et peut-être de quelques erreurs de plume.

3. Rapport de la commission du règlement chargée d'examiner le projet d'arrêté du 23 février 2009 de M. Thierry Piguet, M^{me} Vera Figurek, MM. Jean-Marc Froidevaux, Alain de Kalbermatten, M^{me} Anne Moratti Jung, MM. Roland Crot et Rémy Burri, renvoyé en commission le 11 mars 2009, intitulé: «Pour une relecture du règlement du Conseil municipal» (PA-93 A)¹.

Rapport de M. Jean-Marc Froidevaux

Rappel du projet d'arrêté

Considérant:

- que le bureau du Conseil municipal a procédé à une relecture du règlement qui préside aux délibérations municipales;
- que l'objectif était de s'assurer qu'il était conforme à la loi sur l'administration des communes (LAC) et de proposer les modifications rendues nécessaires par les nouvelles dispositions de la LAC (article 31, alinéa 2);
- que l'objectif était également de clarifier les rôles respectifs des Conseils municipal et administratif;
- qu'il a été profité de cette relecture pour examiner la cohérence interne de certaines dispositions dudit règlement et leur actualité au vu des pratiques usuelles de notre Conseil;
- que les modifications proposées constituent autant de propositions rédigées afin de faciliter l'examen de la matière par la commission du règlement. Elles n'engagent ni le bureau du Conseil municipal en lui-même, ni ses membres, en particulier les groupes politiques qu'ils représentent,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu les articles 17 et 30, alinéa 2, de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du bureau du Conseil municipal,

¹ «Mémorial 166^e année»: Commission, 5160.

arrête:

Article unique. – Le règlement du Conseil municipal est adopté. Il entre en vigueur une fois approuvé par le Conseil d'Etat.

(Voir le règlement proposé par le bureau du Conseil municipal dans le projet d'arrêté PA-93.)

Préambule

La commission du règlement a examiné la matière au cours de 36 séances qui se sont tenues très régulièrement entre le 24 avril 2009 et 3 mars 2010, sous les présidences successives de M. Thierry Piguet, Mmes Vera Figurek et Frédérique Perler-Isaaz.

Les notes de séances dont l'à-propos et l'exactitude doivent être ici soulignés sont le fait Mme Ksenya Missiri. Le rapporteur aussi bien que chacun des membres de la commission tiennent ici à l'en remercier.

Ces remerciements ne seraient pas complets sans citer les interventions permanentes du Service du Conseil municipal: Mme Marie-Christine Cabussat qui a participé de manière constructive et nécessaire aux travaux de la commission et dont la tâche a été de tenir à jour un projet de règlement constamment remanié.

Ce rapport ne reprendra pas la systématique de l'étude du règlement municipal, mais procédera à sa présentation, succincte, article par article. De manière générale, les dispositions qui sont aujourd'hui proposées l'ont été à l'unanimité des membres de la commission, sous réserve, ici ou là, d'abstentions. Ainsi, les votes de la commission ne figurent dans ce rapport que dans la mesure où ils marquent une opposition fondée à un article proposé.

Il faut préciser qu'une grande partie des débats de la commission s'est portée sur la rédaction minutieuse de chacun des articles aussi bien que sur l'emplacement le plus précis et adéquat possible de chacune de ses dispositions. Les commissaires pardonneront au rapporteur, du moins l'espère-t-il, de ne pas reprendre ici ces débats dans la mesure où, ce faisant, ce rapport n'éclairerait pas le travail final. C'est toutefois l'occasion de dire que les grammairiens de la commission se sont révélés fort utiles pour finaliser ce travail.

In fine, le Service de surveillance des communes a accepté de prendre connaissance de ce projet de règlement de manière anticipée afin de permettre son entrée en vigueur, s'il avait l'heur d'être accepté par notre Conseil, dès la nouvelle législation, soit dès le 1er juin 2011.

Le Service de surveillance des communes a formulé diverses remarques qui ont toutes fait l'objet d'amendements conformes aux propositions de ce service. Ainsi, le document qui est proposé au Conseil municipal doit d'ores et déjà être considéré comme conforme au droit supérieur. A la conformité matérielle, le service cantonal ajoute également sa satisfaction au vu de l'ensemble du travail accompli afin de moderniser et adapter notre règlement aux nouvelles terminologies administratives. C'est ici une immodestie que la commission partage volontiers avec l'ensemble du Conseil.

Principes qui ont gouverné la rédaction de ce nouveau règlement

La proposition de règlement émane de M. Thierry Piguet, alors président du Conseil municipal, qui s'est attaché avec son bureau à revoir un règlement dont la systématique s'était quelque peu égarée à la faveur des nombreux amendements qui étaient intervenus depuis sa rédaction initiale sous la présidence du Conseil municipal par M. Dominique Ducret.

Ainsi, la commission du règlement s'est attachée à qualifier de manière précise chaque élément du fonctionnement du Conseil municipal. A ce titre, elle a pris soin d'éviter que soient qualifiées de manière identique des notions distinctes. Elle a également mis à jour quelques expressions courantes de notre Conseil qui ne recouvraient, entre-temps, plus des notions de droit administratif pertinentes.

A titre d'exemple, «l'urgence» ne concerne plus que les délibérations qui doivent être exécutées sans délai et donc antérieurement à l'échéance du délai référendaire, comme ce fut le cas, à titre d'exemple, de la réalisation de la passerelle piétonnière pendant l'Eurofoot 2008. Les modifications de l'ordre du jour ou les ajouts de points à l'ordre du jour sont traités par une «motion d'ordonnement» de nos travaux introduite aux articles 66 et 67 du projet de règlement.

Le règlement distingue de manière exactement conforme à la loi sur l'administration des communes les fonctions délibératives des fonctions consultatives et en reprend précisément le contenu. A cela s'opposent les habitudes anciennes du vocable municipal, ces appellations nouvelles constituent toutefois un éclaircissement qui sans doute s'imposera.

Ce survol des principes qui ont gouverné nos travaux serait incomplet si l'on ne rappelait que le projet de règlement comportait une tentative de régler les rapports pas toujours sereins entre le Conseil municipal et le Conseil administratif. Appuyée sur un avis de droit solide, la commission du règlement s'est attachée à déterminer les limites de l'action du Conseil administratif et l'autonomie du Conseil municipal, notamment en matière d'engagement des fonctionnaires attachés à son assistance. Les travaux de la commission se sont toutefois heurtés au

holà! du Service de surveillance des communes aux yeux duquel seule une loi – de la compétence du Grand Conseil – est propre à atteindre, le cas échéant, ces objectifs. Ainsi, l'ensemble des propositions de réglementations des rapports entre le Conseil administratif et le Conseil municipal a été omis de ce projet de règlement.

Examen article par article

Préambule

Le «Préambule» constitue un titre nouveau de notre règlement. Il ne comporte aucune disposition qui soit réglementaire à proprement parler, mais précise quelques principes.

Article 1

L'article premier rappelle la base légale sur laquelle est fondé notre règlement. Plus qu'un inventaire des lois qui le fondent, il indique la manière dont le règlement doit être interprété, à savoir en conformité absolue avec le droit qui lui est supérieur, soit l'ensemble des lois cantonales.

Article 2

Cette disposition rappelle que le Conseil municipal siège de manière ordinaire en deux séances annuelles, l'une de janvier à juin, l'autre de septembre à décembre. Quoique cette durée puisse surprendre, c'est là une définition constitutionnelle classique de l'activité

Le mot «séance» reprend les termes de la loi sur l'administration des communes (LAC). Dans le cadre de ce règlement, il s'agit ici toutefois d'un usage exceptionnel.

Par la suite, le règlement définira le mot «séance» comme la subdivision de chacune des convocations mensuelles du Conseil municipal appelée «session» (art. 35 RCM).

Les séances extraordinaires sont définies aux articles 37 et 38 du RCM.

Les **articles 3, 4 et 5** n'ont suscité aucun commentaire. Ils sont repris du règlement du Grand Conseil.

Le **Titre I** reprend les règles fixées par la LAC et ne porte que sur la séance d'ouverture de la législature.

Article 6 n'a soulevé aucun commentaire.

Article 7

Cette disposition ne reprend pas exactement les termes du règlement actuel. Le Service de surveillance des communes a demandé qu'il reprenne la formulation de la LAC, tout en soulignant que l'ordre du jour tel que pratiqué par coutume dans notre Conseil pouvait être conservé et trouvé son origine dans des directives internes.

Ainsi ont été omis les points suivants de notre ordre du jour usuel:

- l'appel nominal des membres du Conseil municipal;
- l'allocution de la doyenne ou du doyen d'âge;
- l'allocution de la présidente ou du président.

Autant d'éléments dont le caractère est essentiellement protocolaire et qui trouvent naturellement leur place dans une séance d'installation.

Articles 8 et 9

Ces articles n'ont suscité aucun commentaire. Ils sont tirés de la LAC et ne souffrent aucune interprétation de notre part.

Article 10

Cette disposition introduit la notion d'acquisition de la qualité de membre du Conseil municipal. Elle s'acquiert par la prestation de serment.

La commission a renoncé à introduire dans cette disposition la possibilité de prévoir un remplaçant dans le cas d'un membre du Conseil municipal empêché. Une telle hypothèse ne pouvant que reposer sur une modification des règles électorales.

Article 11

Cette disposition est nouvelle, elle organise le travail des membres du Conseil municipal en «groupes» politiques. A cette occasion, le règlement propose d'interdire le changement de groupe en cours de législature. Ainsi, un membre du Conseil municipal qui quitterait son groupe siègerait, sauf à démissionner, en «indépendant».

De la sorte, la commission a exclu qu'un groupe puisse se créer en cours de législature, la somme des indépendants éventuels ne constituant pas, par nature,

un groupe. La commission est ainsi d'avis que les groupes ne peuvent être fondés que sur les listes électorales.

Titre III

Le titre antérieur indiquait «Organes du Conseil municipal». La commission du règlement lui a préféré l'organisation de notre Conseil. Qui se subdivise en quatre chapitres, à savoir le bureau, la présidence, le secrétariat et l'administration du Conseil.

Article 12

Article inchangé

Article 13

Cet article, sous réserve de modifications très mineures, est inchangé.

Le débat a porté sur le fait qu'il se trouve aujourd'hui que la majorité du bureau est composée en fonction du nombre de groupes politiques qui composent notre Conseil. Cette situation est jugée peu conforme avec la majorité électorale. La commission retient toutefois que les responsabilités du bureau sont surtout techniques et que la situation actuelle n'a pas généré de problèmes de majorité. Bien plus ce sont les personnalités qui la composent qui déterminent les forces en présence, bien plus que leur poids numérique. Ainsi, cette disposition demeure inchangée.

Article 14

Article inchangé, le principe demeurant que les membres du bureau sont élus et que, en conséquence, ils siègent ad personam.

Article 15

Cet article est quelque peu remanié. La fixation de l'ordre du jour apparaît comme la tâche prioritaire du bureau et apparaît en deuxième place plutôt qu'en sixième place. Le projet de règlement indique toutefois que le Conseil municipal est le maître de l'ordre du jour (article 36, al. 2).

Afin de veiller à la bonne marche des travaux, le bureau peut s'entourer librement des chefs de groupe, ce que le règlement actuel ne prévoyait pas.

Il est apparu qu'il appartenait au bureau de s'assurer que les documents qui sont mis à la disposition des membres du Conseil en vue d'une session permettent

un débat serein. S'il devait advenir en particulier qu'un rapport mérite une relecture sinon une réécriture, le bureau est compétent pour proposer d'en différer le débat.

Une tâche nouvelle est introduite: celle de veiller à l'application et au suivi des délibérations municipales. La tentation a existé de placer dans cette disposition des délais ou d'autres mesures afin de garantir l'exécution conforme des délibérations. Il est toutefois apparu que ces délais ne peuvent reposer que sur une loi ou une délégation de compétence tirant son origine de la LAC. En l'absence de telles dispositions, la formulation de la lettre g) lui a été préférée. En tout état, la commission est consciente que la mise en œuvre de cette disposition est loin d'être aisée.

Il est précisé que la tâche d'établir la liste des objets en suspens figure à l'article 34, à la manière d'un instrument de travail à l'attention des membres du Conseil municipal.

Article 16

Inchangé.

Article 17

Le terme «président/présidente» a été préféré à celui antérieur de «présidence», qui, quoique épïcène, paraît accorder des compétences communes aux président-e et vice-président-es ce qui n'est pas le cas.

A propos de cette disposition, les débats ont porté sur les moyens à disposition du président pour maintenir l'ordre et faire respecter le règlement. Le débat portait sur le sens à donner à des avertissements ou des blâmes, dans la mesure où la seule sanction d'un élu est celle des urnes. Le Grand Conseil, entre-temps, a fait preuve d'imagination en prévoyant la possibilité pour son bureau de suspendre un député de ses commissions et, plus récemment encore, de limiter l'usage de la buvette. C'est ici l'opinion du rapporteur que la première sanction n'est pas compatible avec la LAC, la seconde par trop risible.

Il faut ainsi constater avec l'unanimité de la commission qu'un catalogue de sanctions est dépourvu de raison. Et si c'est cela qu'il faut rechercher ou peut-être retrouver, alors une suspension de séance constitue la mesure appropriée pour qu'une discipline adéquate gouverne les débats.

Article 18

Cette disposition retire au président, à la présidente, le pouvoir de participer aux débats. Il est apparu à la commission que la participation du président, de la

présidente, aux débats n'était pas nécessaire, chaque groupe étant suffisamment nombreux pour permettre une pleine prise de position.

Il a toutefois été réservé la possibilité pour le président, la présidente, de participer aux débats s'il agit dans sa qualité de président/e, ainsi en tant que président/e de la commission du règlement dont notre usage veut qu'il la préside également.

Article 19

Inchangé.

Article 20

Inchangé.

Article 21

La disposition antérieure prévoyait que le bureau décidait dans quelle mesure une correspondance devait être portée à la connaissance du Conseil municipal.

Le nouveau règlement prévoit que ces communications sont transmises systématiquement à l'ensemble des membres du Conseil, par voie électronique. Il n'y a par contre plus de lecture orale des correspondances en session. Cette solution s'est vite imposée en raison de la diffusion télévisuelle de nos séances, non pour en restreindre la connaissance publique du contenu, mais pour ne pas offrir une tribune libre à qui voudrait s'en saisir.

Le statut des correspondances anonymes est également précisé.

Article 22

Inchangé, sous réserve que la «commission du règlement» devient la «commission des règlements» (voir art. 115). La question de savoir si le cumul de fonctions entre la présidence du Conseil municipal et la présidence de la commission des règlements est pertinent n'a pas fait l'objet de débat particulier, un consensus existant à ce propos.

Article 23

Il s'agit dans cet article, pour la commission, de distinguer la compétence politique, qui appartient au bureau, de la compétence technique propre à des tâches de rédaction qui est confié au Service du Conseil municipal.

Article 24

Inchangé.

Article 25

Les alinéas 1 et 2 sont inchangés. Il est toutefois noté que l'expression «l'énoncé des propositions et projets d'arrêtés» de l'alinéa 1 mérite d'être remplacée par l'expression «l'énoncé des initiatives municipales et projets de délibérations».

L'alinéa 3 est nouveau. La commission a retenu qu'il est arrivé que le débat municipal comporte des atteintes à l'honneur, à l'égard des membres du Conseil municipal ou des personnes extérieures, mais concernées par les débats. Une telle situation a pu donner lieu à des actions pénales. L'objet de cette disposition est d'attirer l'attention de son auteur sur le caractère parfois imprudent de quelques propos et l'inviter à les retirer sur-le-champ. Cette disposition se veut de la sorte préventive et constitue un instrument à la disposition du Conseil municipal pour prévenir des situations qui peuvent par la suite générer des problèmes.

Article 26

Inchangé.

Article 27

Cette disposition reprend l'article 11 ancien. Il précise toutefois que ce personnel est rattaché hiérarchiquement et administrativement au Conseil administratif, tandis que, fonctionnellement, ce personnel est rattaché au bureau du Conseil municipal.

Il est précisé ici que de très longs débats ont été rendus caducs par l'intervention du Service de surveillance des communes, la commission s'étant in fine ralliée à la solution antérieure. Ce débat, quoique fondateur du projet de règlement doit être écarté de nos propos.

Article 28

Cette disposition ne figurait pas dans l'ancien règlement. La commission a souhaité ici préciser que l'examen de la part du budget du Conseil municipal appartenait au bureau du Conseil municipal. Cela n'est toutefois pas paru compatible avec la LAC. Ainsi, l'examen du budget et la règle des renvois demeurent de la seule compétence de la commission des finances en application de la LAC.

Article 29

Cette disposition reprend l'ancien article 140 qu'elle simplifie. Le règlement actuel précisait les conditions d'impression du document. Cet élément a été jugé de la compétence du Conseil administratif et la règle de la soumission publique superfétatoire. Il est par contre précisé que le nombre d'exemplaires à tirer du Mémorial demeure de la compétence du Conseil municipal qui, de la sorte, garde la haute main sur cette publication.

Article 30

Cette disposition est reprise de l'article 140, alinéa 1, qui se trouve systématisé. On peut noter que l'expression «les propositions du Conseil administratif, les propositions du Conseil municipal» pourrait utilement être amendée par «les initiatives du Conseil municipal et du Conseil administratif».

La commission a retenu l'expression «tout texte ou document que le Conseil municipal décide d'y faire figurer». Par ces propos, il a voulu éviter de faire référence aux correspondances dont il est ici rappelé qu'elles ne sont plus lues (en principe) en séance.

Article 31

Il s'agit de l'ancien article 141, qui n'a fait l'objet que de corrections de forme. Sinon qu'un délai de trois jours a été fixé pour le retour des interventions dactylographiées par chaque intervenant.

Article 32

Inchangé (article 141, al. 3 ancien).

Article 33

Cette disposition introduit la notion de sessions, soit chacune des périodes mensuelles des délibérations du Conseil municipal.

La commission a ajouté à l'article 22 ancien le devoir de chaque conseiller municipal d'opter entre une distribution classique sur support papier ou sur support électronique.

Article 34

Inchangé (ancien article 23), la référence à l'inscription au Mémorial figurant maintenant à l'article 30, lettre g.

Article 35

Inchangé.

Article 36

L'article 26 actuel constitue la trame de l'ordre du jour de chacune des sessions. La commission s'est interrogée sur l'opportunité qui lui était donnée de fixer un certain nombre de règles.

Ainsi, il a été débattu de l'ensemble des moyens pouvant permettre un traitement plus adéquat des initiatives des conseillers municipaux. Au terme du débat il est apparu qu'il n'existait pas de solution réglementaire adéquate au niveau de l'organisation de l'ordre du jour, l'idéal inaccessible demeurant le traitement de l'ensemble des propositions à chaque session.

La commission du règlement, plutôt de guerre lasse que par conviction, a ainsi unanimement renoncé à privilégier certains objets ou certaines circonstances de traitement des objets et a rédigé une disposition extrêmement souple permettant au bureau de proposer l'ordre du jour qui lui paraît le plus convenable.

Une disposition a été ajoutée qui stipule que le Conseil municipal est le maître de l'ordre du jour. Cela est acquis de longue date et ne fait pas débat dans notre Conseil. Il est apparu toutefois important de le préciser. En l'espèce, la modification de l'ordre du jour se fait par une motion d'ordonnancement (articles 66 et 67), qui se substitue au vocable antérieur de «demande d'urgence».

Il est également précisé qu'un point nouveau ne peut être, en principe, porté à l'ordre du jour qu'au début de session, soit dans les quinze premières minutes de la seule première séance. L'alinéa 4, lettre b, précise les conditions restrictives qui président au dépôt d'un objet nouveau. Cette dernière disposition a été refusée par un membre d'A gauche toute!

Article 37

Article 26 inchangé.

Article 38

Article 27 inchangé.

Article 39

Cette disposition comporte deux modifications importantes par rapport à l'article 28 actuel.

La règle des trente minutes dès le début de la séance pour être autorisé à signer une feuille de présences a été abrogée. Il est apparu à la commission que cette règle n'atteignait qu'imparfaitement son but. En effet, si elle était de nature à prévenir d'éventuels retards, elle n'était guère propre à garantir la présence tout au long de la séance, voire à éviter les départs anticipés. Il n'est pas apparu de règle correcte, et même l'hypothèse de signer une feuille de présences en début et en fin de séance n'était pas de nature à prévenir une absence à la buvette tout au long de la séance, voire l'exercice d'activités étrangères à l'activité politique depuis le pupitre de chacun.

La commission a choisi ainsi de faire appel au sens des responsabilités de chacun. (Voir article 129.)

L'alinéa 4 est nouveau. Il fait référence aux absences de longue durée pour lesquelles un remplacement ad hoc en commission doit être mis sur pied.

Article 40

Le président, la présidente, est chargé-e de maintenir l'ordre des séances (article 17 et, en ce qui concerne le public, article 46).

L'ancien article 87 prévoyait un catalogue de sanctions (rappel à l'ordre, blâme, retrait de la parole). La commission, après avoir tenté de deviner le sens et la forme du blâme, a opté pour une attitude immédiatement compréhensible de la part de la présidence, soit le rappel à l'ordre, le retrait de la parole ou l'exclusion momentanée de la salle. Cette solution prévalait au Grand Conseil au moment de nos débats.

La commission retient que, si un membre du Conseil peut être contraint de quitter la salle, il ne peut être empêché pourtant d'exercer son droit de vote. Ainsi, par cette disposition, il lui est demandé de se retirer des débats. Ses droits résultant de l'élection et de son statut de membre du Conseil municipal ne peuvent faire l'objet de débat dans ce règlement.

Au vote, l'alinéa 2 est refusé par deux commissaires Verts.

Article 41

Cet article reprend l'article 22 de la LAC. Toutefois, l'alinéa 3, nouveau, codifie une pratique de notre Conseil.

Dans ses travaux, la commission a largement souligné l'importance de la présence effective du Conseil administratif, aussi bien pour assister au débat de ses propres initiatives que de celles du Conseil municipal. Il est en effet vain de débattre d'un objet qui doit être exécuté par le Conseil administratif si celui-ci

ne participe pas au débat, en comprend les motifs, voire en amende le dispositif (article 60 actuel).

Article 42

Il s'agit de notre article 30 actuel. Il a été rédigé de manière strictement conforme à la LAC et prévoit, à son alinéa 2, la distinction imposée par le Service de surveillance des communes entre les délibérations de nature générale et abstraite des délibérations portant sur un cas particulier. Seules les secondes délibérations font l'objet d'une mise en application de cette disposition.

Article 43

Inchangé.

Article 44

Inchangé.

Article 45

L'alinéa 1 reprend l'intitulé de la LAC, quand bien même notre Conseil ne délibère en principe plus sur les demandes de naturalisation.

Les alinéas suivants indiquent des règles de fonctionnement du huis clos.

Articles 46 à 49

Ces dispositions concernent spécifiquement le comportement de tiers à l'intérieur de l'enceinte. La commission a tenu à préciser que, si la tribune du public pouvait, le cas échéant, être évacuée en raison de troubles, les débats l'étaient corrélativement et ne pouvaient reprendre sans que la tribune soit à nouveau librement accessible, sous réserve de l'exclusion du ou des seuls auteurs de trouble.

Article 50

Cette disposition se substitue à l'article 39 du règlement actuel. Comme la disposition antérieure, elle comporte la liste des initiatives des membres de notre Conseil.

La commission a toutefois choisi de distinguer les fonctions délibératives des fonctions consultatives, ainsi que le fait la LAC, cela dans le souci d'un éclaircissement des compétences des conseillers et conseillères municipales. Chacun des

modes est examiné dans les dispositions suivantes, tandis que le mode de délibérer, fondé sur la même distinction entre les compétences délibératives et consultatives, fait l'objet des articles 83 et suivants.

Modification significative: la motion préjudicielle a disparu du règlement. La commission a retenu que son usage est bien plus une source de complication des débats qu'une mesure qui en facilite l'exercice. La commission retient à ce propos que la maîtrise de l'ordre du jour par le Conseil municipal, la possibilité de déposer un point hors de l'ordre du jour préexistant et le loisir du Conseil municipal de joindre plusieurs points constituent autant de solutions simples qui permettent de considérer la motion préjudicielle comme désuète.

Article 51

Le projet de délibération reprend le vocable de la LAC sur lequel notre règlement s'ajuste. La délibération se substitue à l'arrêté selon les termes utilisés par l'article 40 de notre règlement actuel.

Il fait référence à l'ensemble des compétences listées de manière exhaustive par l'article 30, alinéa 1, de la LAC.

Articles 52 et 53

Ces articles sont nouveaux. L'article 30, alinéa 2, de la LAC confère au Conseil municipal la possibilité de délibérer sur un projet d'arrêté ou sur un règlement.

La différence entre ces deux délibérations procède du droit administratif. Ainsi un arrêté est défini comme une délibération générale et concrète dont le dispositif concerne un nombre ni déterminé ni déterminable de personnes, tandis que le règlement constitue un ensemble de règles générales et abstraites.

Il faut ici souligner que la distinction peut sembler pointue. Cela n'est toutefois guère essentiel, dans la mesure où ces deux types de délibérations sont fondés sur le même article de la LAC et font l'objet d'un traitement semblable. En outre, toutes deux font exception à la règle de l'article 42 nouveau.

Article 54

Cette disposition s'applique à l'ensemble des fonctions délibératives. Elle reprend les principes de l'article 41 du règlement actuel et prévoit un contrôle de la part du bureau du Conseil municipal.

Toutes compétences délibératives doivent être fondées sur l'article 30, alinéas 1 ou 2. Le bureau reçoit ici l'instruction de s'assurer que la référence au type d'initiative municipale est pertinente.

La commission a choisi de ne pas indiquer dans le règlement ce que le bureau devait faire s'il devait classer une initiative du Conseil municipal, voire du Conseil administratif, de manière distincte de l'appellation proposée. Elle a admis que la distinction devait être portée à la connaissance des auteurs de l'initiative. Il leur appartient de modifier ou non l'appellation de leur initiative, étant ici rappelé qu'un amendement ne peut porter que sur les invites d'une initiative, mais pas sur le titre ou sur les considérants.

Article 56

Cette disposition reprend l'article 40 du règlement actuel qu'il simplifie.

Article 57

Cette disposition complète l'article 41 actuel en prévoyant qu'une motion est déposée dès l'annonce de son titre et qu'elle doit être développée par écrit quinze jours au moins avant la prochaine session. A défaut, la motion annoncée n'est pas portée à l'ordre du jour.

Article 58

Cette disposition reprend les articles 44 et 50 de notre règlement actuel.

Article 59

Voir article 57 ci-dessus.

Article 60

La commission propose que l'interpellation puisse se faire par écrit ou oralement. La commission retient à ce propos qu'une interpellation écrite peut être motivée de manière plus rigoureuse, notamment par le renvoi à des informations précises, des courriers ou à d'autres sources. En ce sens, une telle interpellation gagne en rigueur.

Article 61

La commission avait prévu que le Conseil administratif réponde à une interpellation écrite par écrit, et dans un délai qui permette de voir la réponse figurer à l'ordre du jour de la prochaine session.

Cette contrainte de temps n'a pas été validée par le Service de surveillance

des communes. Le règlement prévoit toutefois que l'interpellation écrite et sa réponse – ou son absence de réponse – figurent à l'ordre du jour de la prochaine session.

La commission n'a pas débattu de la question de savoir si la réponse à une interpellation écrite était de nature à permettre une intervention de son auteur pendant la séance plénière. Par analogie avec l'article 62, sans doute applicable, la réponse écrite ou le silence du Conseil administratif constituent une réponse et l'auteur dispose du droit de répliquer oralement et le Conseil administratif de dupliquer.

Article 62

Cette disposition précise que les interpellants interviennent toujours ensemble. Ainsi, un co-interpellant voit son droit à interpellier périmer ensuite de la réponse du Conseil administratif ou de la duplique de ce dernier.

Article 63

Reprend l'article 57 actuel.

Article 64

L'article 58 actuel fait l'objet d'une réécriture et comporte les modifications suivantes:

Les questions orales prennent place au début des deux premières séances et non plus de la seule première séance. Cette proposition est refusée en commission par un libéral et un radical.

Le temps consacré à cette matière est limité à deux fois trente minutes. Toutefois, ce délai est sensiblement allongé par rapport à la situation actuelle. Le temps pour poser une question passe de deux à une minute, celui de la réponse est également réduit à deux minutes, tandis qu'il était libre antérieurement. Cette proposition est également refusée par un libéral et un radical. Il est à noter que le temps des réponses aux questions est décompté des trente minutes. Ce faisant, personne ne devrait plus être empêché de poser une question orale en raison de la clôture anticipée de ce point.

Cet article est toutefois accepté dans son ensemble à l'unanimité.

Article 65

Cette disposition est une réécriture de l'article 59 actuel, sinon que le délai de trois mois pour répondre est ramené à un délai d'un mois.

Articles 66 et 67

La motion d'ordonnancement est nouvelle.

Elle est utilisée chaque fois que le Conseil municipal entend modifier son ordre du jour, soit en cours de session pour avancer ou reculer l'examen d'un point, joindre l'examen d'un objet à un autre point. A ce jour, elle était qualifiée d'urgence, qualification que la commission a jugée source de confusion avec l'article 32 de la LAC (article 69 du projet de règlement).

L'alinéa 3 de l'article 67 de cette disposition est une coquille qui doit être amendée de la manière suivante: «Le président ou la présidente l'annonce sitôt qu'il ou elle en a connaissance.»

Article 68

L'article 52 ancien prévoyait que la motion d'ordre puisse être utilisée pour une modification de l'ordre du jour. La commission n'a pas maintenu cette manière de faire. Ainsi, elle ne concerne plus que le déroulement des délibérations en cours.

Pour le surplus, cette disposition n'a fait l'objet que d'une réécriture.

Article 69

Cet article est nouveau. Il indique les conditions où un projet de délibération peut faire l'objet de la clause d'urgence dont le caractère essentiel est de soustraire l'objet voté du droit de référendum.

En raison de la rigueur de cette disposition et de l'importance qu'elle revêt sous l'angle constitutionnel, la commission a choisi de rédiger un article particulier sur ce point.

Sur le fond, cette disposition reprend l'article 32 de la LAC.

Article 70

Cet article reprend l'article 60 du règlement actuel. Sa relecture est fondée sur la LAC.

L'alinéa 3 est nouveau. Il oblige le Conseil administratif à déposer ses initiatives au bureau du Conseil municipal dans le délai d'une semaine antérieurement à la séance du bureau consacrée à l'établissement de l'ordre du jour.

La commission a retenu à ce propos que des propositions formulées à la dernière minute étaient souvent à l'origine de débats peu contrôlables au sein du Conseil municipal. En ce sens, cette règle nouvelle apparaît comme de nature à

faciliter les débats. En outre, la très grande majorité des propositions du Conseil administratif satisfont déjà et largement ce délai.

Article 71

Article 61 inchangé.

Article 72

Cet article reprend l'article 62. Toutefois, cet article prévoit un délai minimal que doit tenir le Conseil administratif relatif aux amendements qu'il propose, soit dix à quinze jours antérieurement au vote du budget à proprement parler.

Articles 73 à 77

Ces articles concernent l'initiative populaire dont le traitement est tout entier prévu par la LAC dont les dispositions sont reprises dans notre règlement.

Article 78

Inchangé, sinon l'ajout du caractère confidentiel des signatures des pétitionnaires.

Article 79

Le nouveau règlement prévoit le renvoi des pétitions à la commission des pétitions sans discussion. Le renvoi à une autre commission est prévu à l'article suivant.

Article 80

La commission a procédé à la réécriture de l'article 71 actuel.

Il prévoit un traitement rapide de la pétition, soit dans un délai de trois mois, ce délai étant apparu adéquat en raison de l'attente particulière des pétitionnaires et le sentiment de déni que représenterait un long délai avant d'être entendu par la commission des pétitions.

Article 81

Cette disposition reprend l'article 72 actuel.

Article 82

Article 73 actuel inchangé.

Article 83

L'article 83, alinéa 1, reprend les principes du Grand Conseil et du Conseil national. Par mesure de simplification, il en a retiré les débats restreints et la procédure sans débat. Demeure la division des débats en débats libres (voir article 84) et débats accélérés (article 85).

Article 84

Cette disposition reprend les principes actuels. La commission unanime a choisi de réduire le temps de parole à sept minutes par orateur. Le Conseil municipal peut toutefois choisir que dans le cadre d'un débat spécifique le temps de parole puisse être librement allongé, ainsi que c'est le cas pour le budget ou les comptes.

Il est maintenant précisé que cette disposition s'applique également au Conseil administratif, situation sur laquelle il existait un flou jusqu'à ce jour.

Article 85

Article nouveau dont les principes sont ceux du règlement du Grand Conseil. Un statut particulier a toutefois été réservé pour les indépendants éventuels.

Dans un débat accéléré, la règle de l'intervention libre des auteurs d'amendement ne s'applique pas.

Article 86

Le principe de la clôture de la liste des intervenants est introduit dans notre règlement. Toutefois, cela ne doit pas se faire au détriment des règles démocratiques essentielles, si bien qu'une majorité qualifiée a été prévue.

Cette disposition est refusée par 2 UDC, 2 AGT s'abstiennent.

Article 87

Cette disposition est nouvelle. Le renvoi direct en commission n'est possible que si les chefs de groupe sont unanimes sur ce point. Toutefois, un vote doit sanctionner ce renvoi. Il est possible que le vote intervienne en une seule fois pour l'ensemble des objets renvoyés directement.

Cette disposition a été voulue rédiger simplement. La commission a choisi de ne pas préciser les règles plus avant, car elle a constaté que, dans la pratique, une telle mesure n'est possible qu'avec l'unanimité du Conseil municipal.

Article 88

Cette disposition décrit de manière précise le mode de délibération aujourd'hui appliqué en Ville de Genève.

A l'initiative du Service de surveillance des communes, un vote d'entrée en matière a obligatoirement lieu, contrairement à notre pratique actuelle, ensuite de la présentation de l'objet par ses initiants. Ce n'est qu'après l'entrée en matière que le Conseil municipal, dans son ensemble et s'il le juge utile, délibère.

Il est précisé ici que, ensuite du vote d'entrée en matière, il n'y a pas de possible deuxième ou troisième débat. Chacun se souvient à ce propos que cette procédure a été appliquée, pour la dernière fois par notre Conseil, à l'occasion du vote du budget 2009. En telle hypothèse, toutefois, le vote d'entrée en matière n'était pas pertinent, ce vote intervenant uniquement dans le cadre de la procédure de préconsultation.

La commission a choisi ici de ne pas rentrer dans les détails. Ainsi, la proposition de règlement ne tient pas compte du fait que le Conseil administratif demande à être entendu en fin de débat. C'est ici un privilège qui lui est reconnu par courtoisie. La commission a toutefois exclu un droit du Conseil administratif à clore le débat.

Article 89

Cet article formalise la procédure actuelle.

Article 90

Le règlement reprend le principe que le premier débat porte sur le document tel qu'il est proposé à l'étude par ses initiants ou amendé lors du débat de préconsultation. Les amendements intervenus en commission sont proposés et mis au vote d'office par le bureau.

Il prévoit à la différence du règlement actuel que le premier débat est toujours suivi du deuxième débat, soit du vote de la proposition.

Article 91

Cette disposition reprend également la pratique actuelle. Le deuxième débat ne porte que sur le vote des amendements, puis de la proposition.

Article 92

Le débat porte immédiatement sur le principe du maintien ou non du troisième débat, sinon dans les cas prévus par la LAC (budget, comptes et règlement). Cette proposition tendait à éviter que celui-ci devienne une revanche de la part de groupes ayant perdu le vote. A cette observation, il est opposé que le troisième débat concerne des éléments du pouvoir délibératif du Conseil municipal et qu'il est opportun, compte tenu de leur nature, qu'ils puissent être pleinement débattus.

La proposition de règlement retient que le troisième débat est remis à une séance ultérieure. Par cette disposition, la commission a retenu le principe actuel, à savoir que le deuxième et le troisième débat ne peuvent avoir lieu au cours de la même séance. Ce libellé, de l'avis unanime de la commission, n'exclut pas le renvoi à une session ultérieure si le bureau le juge ainsi plus opportun.

En troisième débat, le débat reprend au même point que le premier débat, exception faite, pour des motifs de raison élémentaire, en ce qui concerne le vote du budget. Il ne peut en outre avoir lieu qu'ensuite du vote du deuxième débat. En cela le projet d'arrêté PA-91 est classé et absorbé par la présente proposition de règlement.

La question d'éventuels jetons de présence est prévue à l'alinéa 5 de cette disposition.

Article 93

Inchangé.

Article 94

Cette disposition reprend le contenu de la LAC.

Article 95

Cette disposition reprend l'article 88, sinon son alinéa 9.

Le vote d'entrée en matière se fait de manière identique de sorte que le vote de la préconsultation porte sur le renvoi en commission ou au Conseil administratif. Le règlement prévoit deux votes distincts, l'un au moins devant rassembler la majorité du Conseil municipal, à défaut de quoi la proposition est rejetée.

Article 96

Cette disposition formalise la pratique constante de notre Conseil.

L'alinéa 5 dit que le président, la présidente, met au vote les conclusions du rapport. La commission a retenu qu'un rapport de minorité ne s'écarte pas des conclusions du rapport de majorité, mais fait valoir un point de vue opposé. En ce sens, la disposition actuelle de l'article 77, alinéa 3, a été jugée non pertinente.

Article 97

La commission a choisi de ne pas faire du vote électronique une règle. Le vote électronique n'est souvent pas un gain de temps, en particulier pour des objets qui ne font pas ou peu l'objet de discussions. Ce serait certainement le cas aussi de nombreux votes d'entrée en matière.

Ainsi, la proposition est de retenir que les votes ont en principe lieu à main levée, le vote électronique n'intervenant que si la constatation du résultat s'avérerait difficile.

Article 98

La commission a choisi de renoncer à l'appel nominal à proprement parler des membres du Conseil municipal. Cette procédure a été jugée longue, voire très longue dans son application et de nature à permettre aux derniers votants de faire pencher la balance en particulier si le vote est particulièrement disputé. Il en irait également alors de la liberté de vote, qui est un principe essentiel.

La commission a alors préféré que le vote intervienne de manière simultanée pour l'ensemble du Conseil et a maintenu la procédure actuelle. La commission est toutefois consciente du caractère peu télévisuel d'une telle procédure. Cela n'a toutefois pas changé sa détermination.

Article 99

Cette disposition ne concerne que les votes et non les élections.

Article 100

La pratique actuelle trouve ici son ancrage dans le règlement.

Articles 101 à 107

Inchangés.

Article 108

Cette disposition comporte deux petites modifications.

L'alinéa 2 imagine l'hypothèse où, au terme du second tour, tous les sièges ne sont pas pourvus. Auquel cas, la commission est d'avis de constater l'échec du ou des candidats présentés et en conséquence de rouvrir le scrutin pour les postes à repourvoir encore. La procédure reprend dans la même session à l'article 105 du règlement ou dans une autre session à l'article 101.

Le règlement actuel prévoyait de départager au profit de l'aîné des candidats. La commission a estimé que les privilèges de l'aînesse sont abolis depuis longtemps et elle lui a préféré le tirage au sort.

Article 109

Les bulletins blancs ont été écartés du calcul de la majorité, reprenant en cela le mode de faire du Grand Conseil.

La commission s'est ralliée à cette solution. En pratique, elle concerne spécifiquement l'élection du président ou de la présidente de notre Conseil, dans la mesure où, au premier tour, il ne lui est qu'exceptionnellement opposé un autre candidat.

L'hypothèse de ne pas être alors élu(e) au premier tour est ici écartée compte tenu du mode de compter les suffrages. Ce choix a été pleinement admis par la commission, qui observe ne pas se souvenir d'un tel cas par le passé. En outre, il lui est apparu que le choix du président ou de la présidente intervient de fait au moment de l'élection du premier vice-président et que c'est à cette occasion qu'il convient d'opposer un éventuel autre candidat.

Articles 110 à 113

Inchangés.

Article 114

Réécrit, mais inchangé.

Article 115

La réorganisation des commissions a fait l'objet d'un long débat.

Diverses questions ont ici été soulevées.

Le nombre important de commissions fonde une certaine surcharge des membres du Conseil municipal. En effet, plus nombreuses sont les commissions, plus rares sont de les soirées disponibles pour nos familles.

Le nombre important de commissions pose de réels problèmes en matière de salles de réunion disponibles.

Les travaux d'un département peuvent utilement être rassemblés dans une seule commission qui dispose alors de la maîtrise globale de la politique de ce département. Cette situation est particulièrement pertinente dans le cadre de l'examen des comptes ou du budget, qui voit la multiplication des rapports spécialisés compliquer passablement la tâche de notre Conseil et de la commission des finances.

Il est en outre des commissions qui ne siègent pas, ainsi la commission de contrôle de gestion, ou si peu, la commission Agenda 21. Il en est de nombreuses qui ne siègent que rarement et la commission s'est fait remettre à ce propos des statistiques qui le démontrent.

La commission retient que le rôle de chaque commission spécialisée est d'avoir une vision transversale de l'activité de chaque département et d'en suivre la politique.

Un débat particulier se porte sur la commission des naturalisations. La commission entend à ce propos M. Morgenegg, directeur suppléant du Service cantonal des naturalisations. Celui-ci rappelle que la procédure usuelle est le vote par le Conseil municipal des candidatures à la naturalisation de personnes de plus de 25 ans. Toutefois, la décision finale appartient au Conseil d'Etat, dont la décision peut faire l'objet d'un recours pour arbitraire. En tout état, une décision de refus doit faire l'objet d'une motivation, si bien que le vote seul du Conseil municipal ne peut pas être considéré comme une décision. Il appartiendrait alors au bureau de motiver le vote municipal.

Dans ces circonstances, la Ville de Genève, comme l'ensemble des communes genevoises, a choisi de déléguer cette tâche à son autorité administrative. Cette dernière est seule à même de rendre une décision qui soit à la forme et au fond adéquate.

Au vote, la fusion de la commission de la jeunesse et des sports avec la commission de la cohésion sociale est acceptée par les groupes libéral, radical, des Verts, socialiste et A gauche toute! S'oppose l'Union démocratique du centre et s'abstient le Parti démocrate-chrétien.

La fusion de la commission de la sécurité, de la salubrité et du domaine public avec la commission de l'informatique et de la communication est acceptée par les groupes libéral, radical, socialiste et des Verts. S'opposent l'Union démocratique du centre et A gauche toute! Le Parti démocrate-chrétien s'abstient.

La suppression de la commission de contrôle de gestion est acceptée par les groupes libéral, radical, socialiste et démocrate-chrétien. S'y opposent le groupe de l'Union démocratique du centre et A gauche toute! Les Verts s'abstiennent.

La commission du règlement devient unanimement la commission des règlements.

La suppression de la commission Agenda 21 voit l'opposition des groupes A gauche toute!, des Verts et de l'Union démocratique du centre.

La commission de l'aménagement devient la commission de l'aménagement et de l'environnement à l'unanimité des membres de la commission.

La suppression de la commission du logement est acceptée par 5 oui (L, R, DC, S) contre 5 non (UDC, AGT, Ve). Un commissaire des Verts et un socialiste s'abstiennent.

La suppression de la commission des naturalisations est acceptée par 8 oui (R, AGT, S, Ve) contre 1 non (UDC) et 3 abstentions (L, DC).

La commission des travaux et des constructions devient la commission des travaux, des constructions et du logement par 10 oui et les oppositions d'un commissaire d'A gauche toute! et deux commissaires Verts.

L'article dans son ensemble est accepté par 8 oui (2 L, 1 DC, 1 R, 3 S, 1 Ve) contre 3 non (1 UDC, 1 AGT, 1 Ve) et 1 abstention (Ve).

Article 116

Inchangé.

Article 117

La commission a retenu que les membres des commissions n'étaient pas élus, mais désignés par les groupes siégeant au Conseil municipal.

Il n'existe plus de règle fixant un nombre maximal de commissaires d'un même groupe politique, la répartition se faisant selon la règle commune sur la base des suffrages obtenus à l'élection municipale.

L'alinéa 3 nouveau met par écrit une pratique constante de notre Conseil.

Article 118

Cette disposition reprend l'article 123 du règlement actuel et précise, en son alinéa 4, le rôle du président, de la présidente.

A ce propos, la commission a examiné le projet d'arrêté 88 portant sur la mise en place d'un tournus en matière de présidents des commissions.

La commission, dans sa majorité, a retenu que le choix du président revêtait un caractère politique et qu'il ne trouvait en conséquence pas sa place dans le

règlement de notre Conseil. La commission a retenu toutefois que la désignation des président-e-s ne procédait pas d'un rapport de force usuel dès lors que les présidences se répartissent entre la droite et la gauche municipale selon un tournus.

L'observation de l'Union démocratique du centre qu'elle ne profite guère de ce tournus paraît relever toutefois d'autres considérations que strictement fondées sur une règle d'alternance.

Ainsi, la commission retient que la mise en place d'un tournus au sein du règlement lui-même se heurterait à une autre difficulté: ainsi, la commission n'aurait plus guère son mot à dire sur le choix de son président et pourrait se voir imposer une personnalité qu'elle n'accepterait pas à cette fonction.

La commission retient, au contraire, que la tâche de présider une commission est tout à la fois honorable et importante pour la bonne conduite de ses travaux et, en conséquence, elle propose le rejet du projet d'arrêté PA-88. Le vote était unanime en ce sens, sinon l'abstention de deux commissaires démocrates-chrétiens, d'un radical et d'un de l'Union démocratique du centre.

Article 119

Cette disposition reprend l'article 120, alinéa 2 actuel.

Article 120

La commission a longuement débattu de la capacité pour une commission de se saisir elle-même d'un objet. Une telle proposition n'est pas conforme à la LAC, de sorte que cela demeure exclu. Toutefois, il est admis par ce projet de règlement qu'une commission peut ou doit s'intéresser de manière générale aux objets politiques qui sont de son ressort et que, à ce titre, la commission peut tout aussi bien se déplacer que faire des auditions. Sur de tels objets, il n'y alors pas de rapport ni de vote.

Cette disposition précise également une pratique constante de notre Conseil qui veut que le rapporteur sur un objet ne soit pas issu du groupe qui en est l'auteur.

Article 121

Cette disposition est nouvelle.

Elle rappelle la LAC à son alinéa premier qui prévoit que le Conseil administratif doit être entendu sur tous les objets qui sont soumis à une commission.

Cette audition intervient en principe immédiatement après celle des auteurs de la proposition si celle-ci n'émane pas du Conseil administratif.

Le règlement rappelle que la commission n'est pas tout à fait libre de demander l'audition du personnel municipal et que la demande doit en être faite par l'intermédiaire du Conseil administratif. En cas de refus d'une audition par le Conseil administratif, celui-ci doit s'en expliquer.

La commission a choisi de permettre à la commission qui sollicite l'audition d'un employé municipal de persister dans sa demande. En telle hypothèse, la commission qui procède de la sorte aura toutefois le souci du conflit de loyauté qu'une telle demande génère dans la personne de l'employé et ne procédera de la sorte qu'avec la plus grande réserve. On comprend cependant qu'à défaut d'une telle règle certaines enquêtes menées par l'une ou l'autre commission n'auraient aucune chance d'aboutir.

Article 122

Cette disposition rappelle la règle du secret des travaux de la commission. Cette disposition peut être jugée insuffisante, elle est toutefois claire et la commission a choisi de ne pas l'expliciter davantage au risque de l'affaiblir.

Le règlement prévoit ici un «sur-secret», à savoir l'hypothèse où les travaux de la commission ne doivent être communiqués à personne en dehors des seuls membres de la commission. Cette règle est évidemment exceptionnelle et, par le passé, a pu être mise en œuvre à la demande expresse du procureur général dont l'enquête parallèle ne devait pas être influencée.

Ce secret particulier n'est pas requis par la commission elle-même, mais il est la résultante d'une situation extérieure. Ainsi, la commission a choisi la formule passive.

Enfin, en ce qui concerne les notes de commissions, le principe est leur confidentialité absolue avant leur approbation. Les communications au Conseil administratif n'interviennent antérieurement que dans la mesure où la commission le prévoirait elle-même ou si le Conseil administratif a été auditionné.

Les modifications des procès-verbaux ne doivent en aucun cas changer le sens des propos tenus lors des séances de commission. Tout au plus est-il utile parfois qu'ils soient complétés.

Article 123

Cette disposition inverse la règle actuelle. Ainsi, en cas d'égalité des voix, une proposition est réputée acceptée par la commission.

Article 124

Cette disposition reprend l'article 124 actuel dans une écriture plus simple et plus lisible.

Article 125

Cette disposition est nouvelle. Dans un premier temps, la commission s'est attachée à tenter une définition du cahier des charges de la présidence d'une commission. Cet exercice est très vite apparu vain. Ce d'autant plus qu'il existe aujourd'hui un mémento à ce propos, lequel devient une directive annexée à notre règlement.

Article 126

La règle de la participation des auteurs d'une proposition avec voix consultative est étendue aux conseillers et conseillères municipaux siégeant hors parti. Cette extension du droit a été jugée de nature à sauvegarder les droits politiques de tous les élus.

Article 127

Inchangé.

Article 128

Inchangé.

Article 129

Les alinéas 3 et 5 sont nouveaux. Le reste de la disposition est inchangée.

Les délais fixés antérieurement à partir desquels il n'était pas versé de jetons de présence sont abrogés. Il est requis une présence effective en contrepartie. Cette présence effective, en cas de doute, peut être vérifiée par un appel nominal. L'absence d'un membre du Conseil municipal serait alors constitutive d'une perte du jeton de présence correspondant.

Article 130

Inchangé.

Article 131

Inchangé.

Article 132

Inchangé.

Article 133

La commission a choisi de ne pas maintenir la commission des naturalisations. Elle a exploré, sous ce titre, diverses solutions afin de maintenir un contact étroit et utile entre les élus politiques et les candidats à la naturalisation.

Aucune solution n'a été jugée acceptable par la commission, qui n'a pas estimé utile de substituer à une commission abrogée un nouvel organe d'accueil des candidats à la naturalisation.

Ainsi, les membres du Conseil municipal sont invités à participer aux séances d'accueil des candidats à la naturalisation et le Conseil administratif de les mettre sur pied, au besoin avec l'appui du bureau afin que la séance corresponde également aux désirs des conseillères et conseillers municipaux.

En conclusion de ses travaux, l'ensemble du règlement ainsi proposé est accepté par la commission du règlement, lors de sa séance du 22 décembre 2010, par 9 oui (Ve, S, L, R, DC) contre 1 non (AGT) et 3 abstentions (1 AGT, 2 UDC).

Annexe: règlement du Conseil municipal contenant les modifications de la commission du règlement

RÈGLEMENT DU CONSEIL MUNICIPAL	Contenant les modifications de la commission du règlement Procès-verbaux des 8 mai, 29 mai, 2 septembre, 9 septembre, 23 septembre, 30 septembre, 7 octobre, 28 octobre, 25 novembre, 16 décembre 2009, 27 janvier, 3 février, 10 mars, 17 mars, 5 mai, 26 mai, 2 juin, 16 juin, 23 juin, 30 juin, 1 ^{er} septembre, 22 septembre, 29 septembre, 6 octobre, 20 octobre, 10 novembre, 17 novembre, 8 décembre, 15 décembre 2010, 22 décembre 2010 et 16 février 2011 (corrections Service de surveillance des communes)
Règlement du Conseil municipal de la Ville de Genève	Adopté par le Conseil municipal le ... Approuvé par le Conseil d'Etat le ...
PRÉAMBULE	
Art. 1 – Droit supérieur	1. Le Conseil municipal est établi conformément à la Constitution de la République et canton de Genève du 24 mai 1847 (Cst-Ge), la loi sur l'exercice des droits politiques du 15 octobre 1982 (LEDP) et son règlement d'application du 12 décembre 1996 (REDP), la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984 (LAC) et son règlement d'application du 31 octobre 1984 (RAC).
Art. 2 – Définition	2. Aucune disposition du présent règlement ne peut être comprise ou interprétée de manière contraire au droit supérieur.
Art. 3 – Siège du Conseil municipal	Le Conseil municipal délibère en séances ordinaires durant deux périodes annuelles, l'une du 15 janvier au 30 juin, l'autre du 1 ^{er} septembre au 23 décembre, en présence du Conseil administratif. Des séances extraordinaires peuvent être convoquées en tout temps sauf les dimanches et jours fériés.
Art. 4 – Drapeau	Le drapeau de Genève est placé au-dessus de la porte de l'Hôtel de Ville pendant toute la durée des séances du Conseil municipal.

<p>Art. 5 – Locaux du Conseil municipal et de ses services</p> <p>Le Conseil administratif attribue au Conseil municipal, au besoin à l'initiative de ce dernier, les locaux qui sont requis par l'exécution régulière des tâches qui lui sont confiées. Ils sont situés dans le périmètre immédiat de l'administration et adéquats à l'exécution de ses tâches politiques et administratives.</p>	<p style="text-align: center;"><i>TITRE I</i></p> <p style="text-align: center;">Ouverture de la législation</p>
<p>Art. 6 – Convocation</p> <p>1. La date de la séance d'installation est arrêtée par le Conseil d'Etat.</p> <p>2. La séance est convoquée par le ou la maire.</p>	
<p>Art. 7 – Ordre du jour</p> <p>L'ordre du jour de la séance comporte les points suivants:</p> <p>a) Lecture de l'arrêté du Conseil d'Etat validant l'élection du Conseil municipal</p> <p>b) Prestation de serment des membres du Conseil municipal par-devant le doyen ou la doyenne d'âge</p> <p>c) Election du président ou de la présidente du Conseil municipal</p> <p>d) Prestation de serment du doyen ou de la doyenne d'âge</p> <p>e) Election du Bureau du Conseil municipal</p> <p>f) Désignation des commissions et de leurs membres</p>	
<p>Art. 8 – Bureau provisoire</p> <p>La séance s'ouvre sous la présidence du doyen ou de la doyenne d'âge présent-e. Le ou la plus jeune des membres du Conseil municipal remplit la fonction de secrétaire.</p>	
<p>Art. 9 – Serment</p> <p>1. Les membres du Conseil municipal prêtent le serment suivant: «Je jure ou je promets solennellement d'être fidèle à la République et canton de Genève; d'obéir à la Constitution et aux lois et de remplir consciencieusement les devoirs de ma charge; de garder le secret de fonction sur toutes les informations que la loi ne me permet pas de divulguer.»</p> <p>2. La formule du serment est lue par le doyen ou la doyenne d'âge. Chaque membre du Conseil municipal, se</p>	

<p>tenant debout, répond à l'appel de son nom, la main droite levée: «Je le jure» ou «Je le promets». Il est pris acte du serment.</p> <p>3. Immédiatement après l'élection du président ou de la présidente, le doyen ou la doyenne d'âge prête serment.</p> <p>4. Les membres du Conseil municipal absent-e-s prêtent serment au début de la première séance du Conseil municipal à laquelle ils et elles assistent.</p>	<p style="text-align: center;"><i>TITRE II</i></p> <p style="text-align: center;">Acquisition de la qualité de membre du Conseil municipal – Démission – Décès</p>	<p>Art. 10 – Membre du Conseil municipal, démission, décès</p> <p>1. La qualité de membre du Conseil municipal s'acquiert par la prestation de serment prévue à l'article 9 du présent règlement et dure jusqu'à l'échéance de la législature.</p> <p>2. Elle se perd par la démission ou le décès. La démission est adressée par écrit au Bureau du Conseil municipal. Elle indique la date à partir de laquelle elle est effective. A défaut, elle est réputée être effective immédiatement.</p> <p>3. En cas de démission ou de décès, il est procédé à l'assermentation d'un nouveau membre du Conseil municipal à l'occasion de la prochaine session.</p> <p>4. La nouvelle personne membre du Conseil municipal est élue conformément à la LEDP.</p>	<p>Art. 11 – Groupe politique et changement d'appartenance politique</p> <p>1. Les membres du Conseil municipal élu-e-s sur une même liste forment un groupe politique.</p> <p>2. Aucun-e membre élu-e sur une liste ne peut en cours de législature siéger parmi les membres d'un autre groupe politique.</p> <p>3. En cas de démission ou d'exclusion du groupe politique avec lequel il-elle a été élu-e, un-e membre du Conseil municipal qui n'en serait pas démissionnaire siège et délibère de manière indépendante. Il-elle ne participe pas aux travaux des commissions municipales et ne peut rédiger de rapport.</p>
--	---	---	--

	<p style="text-align: center;">TITRE III Organisation du Conseil municipal</p>	
	<p style="text-align: center;">Chapitre I</p> <p style="text-align: center;">Bureau du Conseil municipal</p>	
	<p>Art. 12. – Election</p> <p>Lors de la séance d'installation, puis chaque année, lors de la première séance ordinaire du mois de juin, le Conseil municipal élit les membres de son Bureau.</p>	
	<p>Art. 13. – Composition</p> <p>Le Bureau est composé d'une personne par parti et au minimum de 5 membres, soit:</p> <ul style="list-style-type: none">a) un président ou une présidente;b) un premier vice-président ou une première vice-présidente;c) un deuxième vice-président ou une deuxième vice-présidente;d) deux ou plusieurs secrétaires.	
	<p>Art. 14 – Décès, démission</p> <p>En cas de décès ou de démission d'une personne membre du Bureau, le Conseil municipal pourvoit à son remplacement au cours de la session suivante.</p>	
	<p>Art. 15 – Compétences</p> <p>Le Bureau est chargé:</p> <ul style="list-style-type: none">a) de représenter le Conseil municipal;b) de fixer l'ordre du jour des sessions et de le communiquer à chaque membre du Conseil municipal par le moyen qu'il a choisi;c) de veiller à la bonne marche des travaux du Conseil municipal. Au besoin, il s'entoure des chefs et cheffes de groupe avant les sessions du Conseil municipal ou au cours des séances;d) de reporter un point de l'ordre du jour s'il estime qu'il n'est pas en état de faire l'objet d'une délibération. Sa décision peut faire l'objet d'un débat suivi d'un vote en séance plénière.	

<p>e) de transmettre à qui de droit les motions, résolutions, ainsi que les conclusions de la commission des pétitions acceptées par le Conseil municipal immédiatement ensuite de la séance;</p> <p>f) de s'assurer que les objets en suspens au sein des commissions soient étudiés dans le délai réglementaire d'un an et que les rapports parviennent au Service du Conseil municipal selon les délais fixés par ce règlement;</p> <p>g) de veiller à l'application du suivi des délibérations votées par le Conseil municipal et de rappeler, si besoin est, le Conseil administratif à l'obligation de rendre compte de l'exécution des dites décisions.</p>	
<p>Art. 16 – Vote</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les décisions du Bureau sont prises à la majorité des membres présent-e-s. 2. En cas d'égalité des voix, celle du président ou de la présidente est prépondérante. <p>Chapitre II</p> <p style="text-align: center;">Président ou présidente du Conseil municipal</p>	
<p>Art. 17 – Compétences du président ou de la présidente</p> <p>Le président ou la présidente dirige les débats du Conseil municipal, veille à leur bon déroulement, maintient l'ordre lors des séances et fait respecter le règlement. A cet effet, il ou elle peut si nécessaire suspendre une séance ou la clore.</p>	
<p>Art. 18 – Participation aux débats</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le président ou la présidente ne prend pas part au débat. 2. Néanmoins, ensuite d'une délibération du Bureau, il ou elle peut intervenir à des qualités. 	
<p>Art. 19 – Participation aux votations et élections</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le président ou la présidente ne participe pas aux votes, sauf en cas d'égalité des voix. Dans ce cas, il ou elle départage. 2. Le président ou la présidente participe aux élections. <p>Art. 20 – Remplacement</p>	

	<p>1. En cas d'empêchement, le président ou la présidente est remplacé-e par l'une des personnes chargées de la vice-présidence, à défaut, par l'un ou l'une des secrétaires.</p> <p>2. Si toutes ces personnes sont empêchées, la présidence est exercée par l'ancien ou l'ancienne président-e le ou la plus récemment sorti-e de charge présent-e à la séance.</p>
	<p>Art. 21 – Correspondance</p> <p>1. La correspondance destinée au Conseil municipal est remise au président ou à la présidente. Il ou elle en donne connaissance au Bureau et, par moyen électronique, à l'ensemble du Conseil municipal.</p> <p>2. La correspondance adressée au Conseil municipal, à son président ou à sa présidente, n'est pas lue en séance plénière.</p> <p>3. Les courriers anonymes ne sont pas traités.</p>
	<p>Art. 22 – Présidence de la commission des règlements</p> <p>Le président ou la présidente du Conseil municipal préside la commission des règlements.</p>
	<p>Chapitre III</p> <p>Secrétaires du Bureau du Conseil municipal et procès-verbaux des séances</p>
	<p>Art. 23 – Compétences des membres du Bureau désigné-e-s comme secrétaires</p> <p>1. Les secrétaires tiennent le procès-verbal des séances du Conseil municipal.</p> <p>2. Les secrétaires du Conseil municipal procèdent au dépouillement des scrutins.</p> <p>3. En cas de nécessité, le président ou la présidente peut désigner des secrétaires <i>ad acta</i> parmi les membres du Conseil municipal.</p>
	<p>Art. 24 – Rédaction du procès-verbal</p> <p>1. Les séances font l'objet d'un procès-verbal qui est transcrit dans un registre spécial.</p>

<p>2. Sa rédaction est confiée au Service du Conseil municipal et validée par la personne responsable dudit service.</p>	
<p>Art. 25 – Contenu du procès-verbal</p>	<p>1. Le procès-verbal mentionne le nom des personnes présentes ainsi que celui des personnes absentes, excusées ou non excusées. Il contient l'énoncé des propositions et projets d'arrêtés, les décisions prises et, lorsque les voix ont été dénombrées, le nombre des personnes votantes de part et d'autre.</p> <p>2. Il comprend également les faits qui méritent d'être notés.</p> <p>3. A la demande d'un-e membre du Conseil municipal, les propos qui sont de nature à porter atteinte à l'honneur de l'un ou de l'une des membres du Conseil ou d'un tiers sont portés au procès-verbal selon l'expression exacte de celui ou de celle qui les a tenus. Le procès-verbal mentionne le nom de son auteur-e.</p>
<p>Art. 26 – Communication et approbation du procès-verbal</p>	<p>1. Sitôt rédigé, le procès-verbal de chaque séance est envoyé aux membres du Conseil municipal, et à toute personne qui le demande, après son approbation par le Conseil municipal.</p> <p>2. Si aucune objection n'est formulée dans les 3 jours dès sa communication, le procès-verbal est considéré comme approuvé; il est alors signé par le président ou la présidente et l'un ou l'une des secrétaires membres du Bureau du Conseil municipal. En cas d'objection, le Conseil municipal tranche après avoir entendu l'auteur-e de l'objection.</p>
	<p>Chapitre IV</p>
	<p>Administration du Conseil municipal – <i>Mémorial</i></p>
	<p>Art. 27 – Personnel administratif</p> <p>Le Bureau du Conseil municipal propose au Conseil administratif la nomination au sein de l'administration municipale:</p> <ul style="list-style-type: none"> - de la personne responsable du Service du Conseil municipal et de son adjoint-e, ainsi que celle de la personne chargée de rédiger le <i>Mémorial</i>;

<p>– des huissiers ou huissières attaché-e-s au service des séances du Conseil municipal.</p> <p>Ces personnes sont rattachées hiérarchiquement et administrativement au Conseil administratif, et fonctionnellement au Bureau du Conseil municipal.</p>	<p>Art. 28 – Budget annuel de fonctionnement</p> <p>Les moyens nécessaires au fonctionnement du Conseil municipal et de son service font l'objet d'une inscription annuelle au budget de la Ville de Genève, voté par le Conseil municipal dans le cadre de et selon la procédure d'approbation du budget de la Ville de Genève.</p>	<p>Art. 29 – Mémorial</p> <p>1. Le Bureau du Conseil municipal est chargé de faire publier le <i>Mémorial des séances du Conseil municipal de la Ville de Genève</i>, ci-après le <i>Mémorial</i>. Il fixe le nombre d'exemplaires à publier.</p> <p>2. Chacun peut s'abonner au <i>Mémorial</i> ou en acquérir un exemplaire isolé sur papier ou support informatique. Il peut être consulté librement sur le site internet de la Ville de Genève au fur et à mesure de ses parutions.</p> <p>3. Le Conseil municipal sur proposition de son Bureau fixe le prix de l'abonnement annuel, celui de la vente au numéro et de la remise d'un exemplaire sur support informatique.</p>	<p>Art. 30 – Contenu du Mémorial</p> <p>Le <i>Mémorial</i> contient notamment:</p> <p>a) le compte rendu intégral des propos tenus par les membres du Conseil municipal et du Conseil administratif;</p> <p>b) les propositions du Conseil administratif, les propositions du Conseil municipal, le texte des pétitions débattues pendant la séance;</p> <p>c) la teneur des questions écrites;</p> <p>d) les résultats des votes et des élections;</p> <p>e) tout texte ou document que le Conseil municipal décide d'y faire figurer;</p> <p>f) les mouvements des membres du Conseil municipal (démission, décès, interdiction, appartenance politique);</p> <p>g) la liste des objets en suspens, au moins une fois par année.</p>	<p>Art. 31 – Mémorialiste</p>
--	---	--	---	--------------------------------------

	<p>1. Le ou la mémorialiste est chargé-e de la rédaction du <i>Mémorial</i>.</p> <p>2. Il ou elle est habilité-e à enregistrer les séances, par le procédé de son choix et sous sa responsabilité, sauf si le Conseil municipal siège à huis clos.</p> <p>3. Il ou elle soumet à chaque orateur et oratrice le texte dactylographié de ses interventions et lui fixe un délai pour en modifier éventuellement le style, à l'exclusion du fond.</p> <p>4. Il ou elle est tenu-e de reproduire exactement au <i>Mémorial</i> les idées émises dans les discours, sans les modifier ni les interpréter, même sur demande de l'intéressé-e. Sauf si le Conseil municipal siège à huis clos, dans ce cas seul l'intitulé des débats est mentionné.</p>
	<p>Art. 32 – Communication du texte des interventions</p> <p>Avant la publication du <i>Mémorial</i>, le ou la mémorialiste n'est autorisé-e à communiquer le texte définitif des interventions à des tiers qu'avec l'autorisation de l'auteur-e.</p>
	<p style="text-align: center;"><i>TITRE IV</i></p> <p style="text-align: center;">Sessions ordinaires et sessions extraordinaires Convocations</p>
	<p style="text-align: center;">Chapitre I</p> <p style="text-align: center;">Sessions ordinaires</p>
	<p>Art. 33 – Convocation</p> <p>1. Le Conseil municipal est convoqué en session ordinaire par son président ou sa présidente, d'entente avec le Conseil administratif.</p> <p>2. Les membres du Conseil municipal doivent être en possession de la convocation contenant l'ordre du jour, ainsi que des documents utiles à la discussion, au moins 10 jours avant la première séance, sauf en cas d'urgence motivée.</p>

<p>3. La convocation et l'ordre du jour sont publiés dans la <i>Feuille d'avis officielle de la République et canton de Genève</i>.</p> <p>4. Les membres du Conseil municipal qui en font la demande reçoivent la convocation et les documents sous forme électronique uniquement.</p>	
<p>Art. 34 – Liste des objets en suspens</p> <p>Le Bureau tient à jour la liste des objets en suspens, actualisée après chaque session, et la met à la disposition des membres du Conseil municipal.</p>	
<p>Art. 35 – Jours et heures des sessions et séances</p> <p>Au cours de la première séance de juin de chaque année, le Conseil municipal, sur proposition du Bureau, fixe les jours de ses sessions et les heures de ses séances.</p>	
<p>Art. 36 – Ordre du jour</p> <p>1. L'ordre du jour indique:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la date et le lieu de la session convoquée, le jour et l'heure de chaque séance; b) le classement ordonné de tous les points dont le Bureau est régulièrement saisi et devant faire l'objet d'un débat ou d'une prise de connaissance du Conseil municipal. <p>2. Le Conseil municipal est maître de son ordre du jour.</p> <p>3. Le traitement anticipé d'un objet ou son report peut être proposé par écrit au Bureau du Conseil municipal tout au long de la session. Il est mis au vote aussitôt que possible.</p> <p>4. a) Une proposition de modification de l'ordre du jour demandant qu'un point urgent y soit introduit doit être déposée au Bureau du Conseil municipal dans les 15 minutes suivant l'ouverture de la session. Une motion d'ordonnement motivée, mise au vote au cours de la première séance, est jointe au nouvel objet proposé au Conseil municipal.</p> <p>b) Durant les 15 premières minutes de la même session, le Conseil municipal peut ajouter un point à son ordre du jour si la majorité décide que tout retard dans la délibération causerait un préjudice important et pour autant</p>	

<p>que les membres du Conseil municipal aient à leur disposition l'ensemble des éléments devant être portés à leur connaissance. Il n'y a pas de dépôt urgent durant les autres séances de la session sauf si le retard devait causer un préjudice important.</p>	<p>Chapitre II</p> <p>Sessions extraordinaires</p>	<p>Art. 37 – Convocation</p> <p>1. Le Conseil municipal est convoqué en session extraordinaire par les soins de son président ou de sa présidente:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) à la demande du Conseil d'Etat, chaque fois que cette autorité l'estime nécessaire; b) à la demande du Conseil administratif, chaque fois que cette autorité l'estime nécessaire; c) sur demande écrite du quart au moins des membres du Conseil municipal. Dans ce dernier cas, la session doit avoir lieu dans le délai de 15 jours dès le dépôt de la demande. <p>2. Elle peut être convoquée en tout temps, à l'exception des dimanches et jours fériés.</p> <p>3. Dans les cas prévus sous les lettres b) et c) ci-dessus, le Conseil d'Etat doit être prévenu de la convocation et de l'ordre du jour 5 jours au moins avant la séance.</p>	<p>Art. 38 – Ordre du jour</p> <p>Lors d'une session extraordinaire, le Conseil municipal ne peut traiter que les objets figurant à l'ordre du jour et pour lesquels il a été convoqué.</p>	<p>Chapitre III</p> <p>Présence et comportement aux séances</p>	<p>Art. 39 – Présence, absence, excuse, feuille de présences</p> <p>1. Les membres du Conseil municipal sont tenu-e-s d'assister avec ponctualité aux séances du Conseil auxquelles ils et elles sont convoqué-e-s.</p> <p>2. Au début des séances, les membres du Conseil municipal signent les feuilles de présences. Au besoin, elles peuvent être remplacées par un appel nominal.</p>
---	---	--	--	--	---

	<p>3. En cas d'empêchement, les membres du Conseil municipal doivent s'excuser auprès du président ou de la présidente ou, à défaut, auprès du Service du Conseil municipal.</p>	
	<p>4. Toute absence de longue durée doit être annoncée au président ou à la présidente.</p> <p>Art. 40 – Violation d'ordre</p> <p>1. Toute expression ou tout geste outrageant est réputé violation d'ordre.</p> <p>2. Dans ce cas, le président ou la présidente rappelle à l'ordre la personne responsable. Si elle devait persister, la parole lui est retirée immédiatement; à défaut, le président ou la présidente la somme de quitter la salle.</p> <p>Art. 41 – Présence du Conseil administratif</p> <p>1. Le Conseil administratif assiste aux séances du Conseil municipal.</p> <p>2. Il participe aux débats avec voie consultative.</p> <p>3. En cas d'absence du Conseil administratif et après en avoir délibéré, le Conseil municipal peut poursuivre ses travaux, surseoir à statuer jusqu'au retour d'un ou d'une membre au moins du Conseil administratif, ou lever la séance.</p> <p>Art. 42 – Obligation de s'abstenir dans les délibérations</p> <p>1. Dans les séances du Conseil municipal et des commissions, les membres du Conseil administratif et les membres du Conseil municipal qui, pour eux-mêmes ou elles-mêmes, leurs ascendant-e-s, descendant-e-s, frères, sœurs, conjoint-e, partenaire enregistré ou allié-e-s au même degré, ont un intérêt personnel direct à l'objet soumis à la délibération ne peuvent intervenir dans la discussion ni voter.</p> <p>2. Cette obligation ne s'applique pas aux délibérations budgétaires et d'une manière générale aux délibérations portant sur un règlement ou un arrêté de portée générale au sens de l'article 30, alinéa 2, de la LAC.</p>	

	<p>Art. 43 – Mise en cause</p> <p>Le président ou la présidente donne immédiatement la parole à la personne membre du Conseil municipal mise en cause ou prise à partie directement, ou à son chef ou sa cheffe de groupe, si l'un d'eux ou l'une d'elles la demande.</p> <p>Chapitre IV</p>
	<p style="text-align: center;">Publicité des séances</p>
	<p>Art. 44 – Séances publiques</p> <p>Les séances du Conseil municipal sont publiques.</p>
	<p>Art. 45 – Huis clos</p> <p>1. Le Conseil municipal siège à huis clos pour délibérer sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les demandes de naturalisation d'étrangers de plus de 25 ans; b) les demandes de levée du secret et dans les cas où la loi impose une obligation de secret aux membres du Conseil municipal ; c) lorsqu'il en décide ainsi en raison d'un intérêt prépondérant. <p>2. Dès que le huis clos est déclaré, les tribunes du public et de la presse sont évacuées. Des prises de vue ou de son sont interdites.</p> <p>3. Les membres du Conseil municipal sont tenu-e-s de garder le secret sur les délibérations intervenues à huis clos.</p> <p>4. Les débats à huis clos ne sont pas enregistrés. Le <i>Mémorial</i> n'indique que l'intitulé des débats.</p> <p>Chapitre V</p>
	<p style="text-align: center;">Maintien de l'ordre</p>
	<p>Art. 46 – Maintien de l'ordre</p> <p>Le président ou la présidente prend toutes les mesures destinées au maintien de l'ordre.</p>

	<p>Art. 47 – Comportement du public et des membres du Conseil municipal</p> <p>1. Pendant les séances, le public assis à la tribune garde le silence. Il lui est interdit de communiquer de quelque manière que ce soit avec les membres du Conseil municipal et-ou avec la presse. Toute marque d'approbation ou de désapprobation lui est pareillement interdite.</p> <p>2. Sauf autorisation du président ou de la présidente, l'utilisation d'appareils d'enregistrement ou produisant des émissions sonores est interdite dans la salle des délibérations.</p>
	<p>Art. 48 – Trouble dans les tribunes du public ou de la presse</p> <p>1. S'il y a trouble dans l'un ou plusieurs lieux réservés à l'usage du Conseil municipal ou ses annexes, le président ou la présidente, après avoir rappelé sans succès chacun ou chacune à ses devoirs, ordonne qu'ils soient évacués et fermés. La séance est suspendue jusqu'au rétablissement de l'ordre.</p> <p>2. Les tribunes sont rouvertes dès la reprise de la séance.</p> <p>3. Le président ou la présidente du Conseil municipal peut interdire le retour aux tribunes de toute personne perturbant le bon déroulement de la séance.</p> <p>4. Il ou elle peut également ordonner son arrestation, conformément à l'article 20 de la Constitution genevoise.</p>
	<p>Art. 49 – Affichage</p> <p>Les articles 44 à 48 du présent règlement doivent être affichés dans les tribunes ainsi qu'aux portes de la salle des délibérations les jours de séances du Conseil municipal.</p>
	<p style="text-align: center;"><i>TITRE V</i></p> <p style="text-align: center;">Initiatives des membres du Conseil municipal et du Conseil administratif</p> <p style="text-align: center;">Chapitre I</p> <p style="text-align: center;">Initiatives des membres du Conseil municipal</p>

	<p>Art. 50 – Droits d'initiative</p> <p>1. Chaque membre du Conseil municipal, seul-e ou avec d'autres membres, exerce son droit d'initiative sous les formes suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fonctions délibératives: <ol style="list-style-type: none"> a) projet de délibération (art. 30, al. 1, lettres a) à z), LAC); b) projet d'arrêté (art. 30, al. 2, LAC); c) projet de règlement (art. 30, al. 2, LAC). • Fonctions consultatives (art. 30A LAC): <ol style="list-style-type: none"> d) motion; e) résolution; f) interpellation écrite ou orale; g) question écrite ou orale. <p>2. En outre, il exerce le droit de modifier l'ordre du jour ou le mode de délibérer sur un objet par:</p> <ol style="list-style-type: none"> h) une motion d'ordonnement; i) une motion d'ordre; j) la demande d'une «clause d'urgence» (art. 32 LAC). <p>3. Les auteur-e-s d'une initiative peuvent en tout temps la retirer avant que le vote final ait lieu. L'initiative peut toutefois être reprise immédiatement en l'état par un ou une autre membre du Conseil municipal.</p> <p>a) Projet de délibération</p>
	<p>Art. 51 – Définition</p> <p>1. Le projet de délibération est une initiative du Conseil municipal fondée sur l'article 30, alinéa 1, de la LAC.</p> <p>2. La délibération une fois adoptée est publiée conformément à l'article 28 de la LAC.</p> <p>3. La délibération commande au Conseil administratif de prendre une mesure d'exécution en vue de son application dans les délais les plus opportuns. Le Conseil administratif informe le Conseil municipal s'il ne peut donner suite à cette délibération dans les 6 mois suivant son acceptation.</p> <p>4. Un rapport du Conseil administratif ne constitue pas une mesure d'exécution.</p>

<p>b) Projet d'arrêté</p>	<p>Art. 52 – Définition</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le projet d'arrêté est une initiative du Conseil municipal fondée sur l'article 30, alinéa 2, de la LAC. Il constitue une proposition de délibération générale et concrète dont les invites concernent un nombre ni déterminé ni déterminable de personnes. 2. Le projet d'arrêté doit être adopté par une délibération. 3. La délibération une fois adoptée est publiée conformément à l'article 28 de la LAC. 4. La délibération commande au Conseil administratif de prendre une mesure d'exécution en vue de son application dans les délais les plus opportuns. Le Conseil administratif informe le Conseil municipal s'il ne peut donner suite à cette délibération dans les 6 mois suivant son acceptation. 5. Un rapport du Conseil administratif ne constitue pas une mesure d'exécution.
<p>c) Projet de règlement</p>	<p>Art. 53 – Définition</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Un projet de règlement est une initiative du Conseil municipal fondée sur l'article 30, alinéa 2, de la LAC. Elle constitue un ensemble de règles générales et abstraites qui concernent un nombre ni déterminé ni déterminable de personnes. 2. Le projet de règlement doit être adopté par une délibération. 3. La délibération une fois adoptée est publiée conformément à l'article 28 LAC. 4. Le règlement entre en vigueur au lendemain de l'échéance du délai référendaire ou de son approbation par le Conseil d'Etat.
	<p><i>Dispositions communes aux projets de délibérations, d'arrêtés et de règlements</i></p>
	<p>Art. 54 – Annonce</p>

	<p>1. La personne proposante dépose auprès du Bureau, avant la fin de la session, le titre de son projet de délibération, d'arrêté ou de règlement et son projet écrit 15 jours au moins avant la prochaine session.</p> <p>2. Le président ou la présidente l'annonce lorsque vient en discussion le poste de l'ordre du jour «Propositions des membres du Conseil municipal».</p> <p>3. Le projet de délibération, d'arrêté ou de règlement est inscrit à l'ordre du jour de la prochaine session. La délibération a lieu conformément aux dispositions du Titre VII.</p>
	<p>Art. 55 – Contrôle de validité</p> <p>Dès l'annonce du projet de délibération, d'arrêté ou de règlement, le Bureau du Conseil municipal valide le projet au regard de l'article 30, alinéa 2, de la LAC.</p> <p>d) Motion</p>
	<p>Art. 56 – Définition</p>
	<p>1. La motion est une initiative du Conseil municipal chargeant le Conseil administratif d'étudier une question, de prendre une mesure ou de présenter un rapport.</p> <p>2. Le Conseil administratif informe le Conseil municipal s'il ne peut donner suite à une motion dans les 6 mois suivant son acceptation.</p> <p>3. Présenter un rapport n'est pas une mesure au sens de la présente disposition, à moins que la motion ne charge le Conseil administratif d'étudier une question déterminée et de présenter au Conseil municipal un rapport.</p>
	<p>Art. 57 – Annonce</p>
	<p>1. La personne proposante dépose auprès du Bureau, avant la fin de la session, le titre de sa motion et son projet écrit de motion 15 jours au moins avant la prochaine session.</p> <p>2. Le président ou la présidente l'annonce lorsque vient en discussion le poste de l'ordre du jour «Propositions des membres du Conseil municipal».</p> <p>3. Le projet de motion est inscrit à l'ordre du jour de la prochaine session. Le débat a lieu conformément aux dispositions du Titre VII.</p>

e) Résolution	
Art. 58 – Définition	
1. Une résolution est une déclaration du Conseil municipal. Elle n'implique pas les publications légales se rapportant au référendum facultatif dans le domaine municipal.	
2. Le Bureau du Conseil municipal transmet au Conseil administratif la résolution une fois votée et le charge, le cas échéant, de la transmettre à son ou ses destinataires.	
Art. 59 – Annonce	
1. La personne proposante dépose auprès du Bureau, avant la fin de la session, le titre de son projet de résolution et son projet écrit de résolution 15 jours au moins avant la prochaine session.	
2. Le président ou la présidente l'annonce lorsque vient en discussion le poste de l'ordre du jour «Propositions des membres du Conseil municipal».	
3. Le projet de résolution est inscrit à l'ordre du jour de la prochaine session. Son traitement a lieu conformément aux dispositions du Titre VII.	
f) Interpellation écrite ou orale	
Art. 60 – Définition	
L'interpellation est une demande écrite ou orale d'explications adressée au Conseil administratif.	
Art. 61 – Annonce	
1. L'interpellation est déposée au Bureau avant la fin de la session. Elle est portée à l'ordre du jour de la session suivante.	
2. Le président ou la présidente l'annonce lorsque vient en discussion le poste de l'ordre du jour «Propositions des membres du Conseil municipal».	
3. L'initulé de l'interpellation orale est suffisamment explicite au moment de son dépôt pour que son objet soit connu du Conseil administratif. Elle fait l'objet d'un développement conformément au Titre VII du présent règlement.	

<p>4. L'interpellation écrite doit être développée de manière complète au moment de son dépôt au Bureau. S'il souhaite apporter une réponse, le Conseil administratif s'exécute par écrit pour toute interpellation écrite. L'interpellation écrite et la réponse figurent à l'ordre du jour de la session qui suit immédiatement celle de son dépôt.</p>	<p>Art. 62 – Développement</p> <p>1. En règle générale, une interpellation est développée au cours de la session qui suit son dépôt au Bureau du Conseil municipal:</p> <ul style="list-style-type: none"> – motivation de l'interpellation par le ou les auteur-e-s; – réponse par le Conseil administratif immédiatement ou lors de la session suivante; – réplique éventuelle de l'auteur-e ou des auteur-e-s; – duplicata éventuelle du Conseil administratif. <p>2. Aucune discussion n'est ouverte à moins que l'assemblée n'en décide autrement à la demande d'un-e ou de plusieurs membres du Conseil municipal.</p> <p>g) Question écrite ou orale</p>
	<p>Art. 63 – Définition</p> <p>Les questions orales et écrites peuvent porter sur tous les sujets touchant aux intérêts de la Ville de Genève.</p>
<p>Art. 64 – Questions orales</p> <p>1. Les questions orales sont posées au début des deux premières séances de la session ordinaire. Le temps consacré aux questions orales n'excède en général pas 30 minutes, déduction faite du temps de réponse des magistrats.</p> <p>2. L'exposé de la question est limité à 1 minute. Chaque membre du Conseil municipal ne peut poser qu'une seule question par session.</p> <p>3. L'exposé de la réponse est limité à 2 minutes. Le Conseil administratif peut y répondre immédiatement ou durant la session, mais en début de séance. Ses réponses sont concises et pertinentes.</p> <p>4. Il ne peut y avoir de discussion générale ni sur la question, ni sur la réponse.</p>	

<p>Art. 65 – Questions écrites</p> <p>1. Les questions écrites sont remises signées au président ou à la présidente, qui annonce leur intitulé au Conseil municipal lors de la séance où elles sont déposées. Le texte en est communiqué au Conseil administratif.</p> <p>2. Les questions doivent être brièvement rédigées et peuvent être succinctement motivées. Le Conseil administratif peut y répondre, par écrit, dans un délai d'un mois ou, à défaut, il explique pourquoi il n'a pas pu respecter le délai.</p> <p>3. Dès lors que le Conseil administratif y répond, la question écrite et la réponse figurent à l'ordre du jour de la session suivante.</p>	
<p>h) Motion d'ordonnancement</p>	
<p>Art. 66 – Définition</p>	
<p>La motion d'ordonnancement est une demande de modification de l'ordre du jour.</p>	
<p>Art. 67 – Annonce et délibération</p>	
<p>1. Une motion d'ordonnancement est formulée par écrit par un-e ou plusieurs membres du Conseil municipal ou du Conseil administratif. Si elle se rapporte à un nouvel objet à inscrire à l'ordre du jour, elle doit être formée et motivée par écrit dans les 15 minutes qui suivent le début de la session et remise au Bureau du Conseil municipal. Elle est immédiatement soumise aux délibérations du Conseil municipal.</p>	
<p>2. Si la motion d'ordonnancement se rapporte à l'ordonnance des débats, elle peut être formée et déposée au Bureau du Conseil municipal en tout temps pendant la session.</p>	
<p>3. Le président ou la présidente l'annonce lorsque vient en discussion le point de l'ordre du jour « Propositions des membres du Conseil municipal ».</p>	
<p>4. Une fois la motion d'ordonnancement adoptée à la majorité du Conseil municipal, le Bureau du Conseil municipal fixe la séance et éventuellement l'heure à laquelle l'objet sera délibéré.</p>	
<p>i) Motion d'ordre</p>	
<p>Art. 68 – Définition, annonce et délibération</p>	

<p>1. La motion d'ordre est une proposition qui concerne le déroulement même des délibérations en cours. Elle ne tend pas à la modification de l'ordre du jour.</p> <p>2. La motion d'ordre s'exerce par écrit et à tout moment. Dès que le président ou la présidente en a pris connaissance, la parole est donnée à son auteur-e en priorité sur les autres orateurs et oratrices inscrit-e-s.</p> <p>3. Lorsqu'une telle motion vise à clore le débat en cours, elle est soumise au vote, après qu'une personne par groupe s'est exprimée en 2 minutes au maximum sur celle-ci avant le vote. En cas d'acceptation, chaque groupe peut encore s'exprimer sur le fond en 10 minutes au maximum par un seul ou une seule de ses membres et en 2 minutes seulement si le groupe s'était déjà exprimé à ce sujet, cela avant que le président ou la présidente passe au vote de l'objet en cours.</p> <p>4. Sont réservées les compétences du président ou de la présidente en matière de direction des débats et de maintien de l'ordre des séances.</p>	<p>j) Clause d'urgence</p> <p>Art. 69 – Définition</p> <p>1. Une clause d'urgence concerne un projet de délibération du Conseil municipal fondé sur l'article 30, alinéas 1 et 2, de la LAC. Elle tend à soustraire l'objet de la délibération au référendum consultatif dans les limites de la Constitution et de la loi.</p> <p>2. Toute clause d'urgence doit être munie d'un argumentaire rédigé par le-la-les proposant-e-s.</p> <p>3. Le président ou la présidente rappelle l'article 32 de la LAC avant toute délibération. Si la clause d'urgence est acceptée, le Service du Conseil municipal transmet les délibérations au département cantonal chargé de la surveillance des communes dans le plus bref délai.</p>	<p>Chapitre II</p> <p>Initiatives du Conseil administratif</p>	<p>Art. 70 – Mode d'initiative du Conseil administratif</p>
--	--	---	--

<p>1. Le Conseil administratif participe aux délibérations du Conseil municipal avec voix consultative. Il peut proposer par écrit des amendements à des objets en cours de délibération.</p>	
<p>2. Il formule à l'intention du Conseil municipal toute proposition de délibération, de résolution, d'arrêté ou de règlement qui sont de la compétence du Conseil municipal.</p>	
<p>3. Le Conseil administratif a l'obligation de déposer ses initiatives au Service du Conseil municipal dans un délai d'une semaine au minimum avant la séance du Bureau traitant de l'ordre du jour de la prochaine session.</p>	
<p>4. Le Conseil administratif peut en outre proposer par écrit une motion d'ordre, une motion d'ordonnancement ou une clause d'urgence.</p>	
<p>Art. 71 – Proposition</p>	
<p>Toute proposition du Conseil administratif est assortie d'un exposé des motifs.</p>	
<p>Art. 72 – Présentation du projet de budget</p>	
<p>1. La compétence de présenter le budget appartient au Conseil administratif.</p>	
<p>2. Le budget annuel de fonctionnement doit être approuvé par le Conseil municipal le 31 décembre de l'année précédente au plus tard. Si celui-ci ne peut être approuvé dans ce délai, le Conseil municipal doit voter un ou plusieurs douzièmes provisionnels.</p>	
<p>3. Tous les documents financiers, budgétaires, ainsi que le journal des amendements du Conseil administratif, devront être disponibles sur le support informatique du Conseil municipal 15 jours avant la séance du vote du budget, et 10 jours avant la séance pour le support papier.</p>	
<p><i>TITRE VI</i></p>	
<p>Initiative populaire – Pétition</p>	
<p>Chapitre I</p>	
<p>Initiative populaire</p>	

<p>Art. 73 – Saisine du Conseil municipal</p> <p>1. Toute initiative populaire est soumise au Conseil municipal dès que le Conseil d'Etat a pris l'arrêté constatant que le nombre des signatures exigé par la Constitution est atteint.</p> <p>2. Au plus tard avant l'échéance d'un délai de 3 mois suivant la constatation de l'aboutissement de l'initiative, celle-ci est portée à l'ordre du jour du Conseil municipal avec un rapport du Conseil administratif sur sa validité et sa prise en considération.</p>	<p>Art. 74 – Préconsultation</p> <p>1. Le Conseil municipal se prononce sur la validité de l'initiative au plus tard 9 mois après la constatation de son aboutissement.</p> <p>2. Il déclare nulle l'initiative qui ne respecte pas l'unité de la forme ou du genre.</p> <p>3. Il scinde ou déclare partiellement nulle l'initiative qui ne respecte pas l'unité de la matière, selon que ses différentes parties sont en elles-mêmes valides ou non; à défaut, il déclare l'initiative nulle.</p> <p>4. Il déclare partiellement nulle l'initiative dont une partie est manifestement non conforme au droit si la ou les parties qui subsistent sont en elles-mêmes valides; à défaut, il déclare l'initiative nulle.</p> <p>5. L'absence de décision du Conseil municipal dans le délai prescrit à l'alinéa 1 vaut décision déclarant l'initiative valide.</p> <p>6. La décision du Conseil municipal est affichée et ne peut être modifiée ultérieurement.</p>	<p>Art. 75 – Décision sur la prise en considération</p> <p>1. Le Conseil municipal se prononce sur la prise en considération de l'initiative au plus tard 18 mois après la constatation de son aboutissement; ce délai est suspendu en cas de recours au Tribunal fédéral contre la décision du Conseil municipal sur la validité de l'initiative.</p> <p>2. Le débat se conclut par un vote sur l'acceptation ou le refus de l'initiative; en cas de refus, le Conseil municipal décide immédiatement de préparer ou non un contreprojet qui peut, le cas échéant, être approuvé lors de la</p>
--	--	---

<p>même séance.</p> <p>3. L'absence de décision du Conseil municipal dans le délai prescrit à l'alinéa 1 vaut décision de refus de l'initiative sans contreprojet.</p> <p>4. La décision du Conseil municipal est affichée et ne peut être modifiée ultérieurement.</p>	
<p>Art. 76 – Acceptation</p> <p>1. Le ou la maire ou le Conseil administratif présente un projet de délibération conforme à l'initiative au plus tard 3 mois après la décision sur la prise en considération. Le Conseil municipal se prononce au plus tard 24 mois après la constatation de l'aboutissement de l'initiative.</p> <p>2. Le refus du projet de délibération ou l'absence de décision du Conseil municipal dans le délai prescrit à l'alinéa 1 a pour effet que l'initiative est soumise à la votation populaire sans contreprojet.</p>	
<p>Art. 77 – Votation populaire</p> <p><i>Refus sans contreprojet</i> L'initiative refusée par le Conseil municipal sans contreprojet est soumise à la votation populaire.</p> <p><i>Refus avec contreprojet</i></p> <p>1. Le ou la maire ou le Conseil administratif présente un contreprojet au plus tard 3 mois après la décision sur la prise en considération. Le Conseil municipal se prononce au plus tard 24 mois après la constatation de l'aboutissement de l'initiative.</p> <p>2. Le refus du contreprojet ou l'absence de décision du Conseil municipal dans le délai prescrit à l'alinéa 1 a pour effet que l'initiative est soumise à la votation populaire sans contreprojet.</p> <p><i>Initiative ou contreprojet approuvé par les électeurs</i> Le ou la maire ou le Conseil administratif présente au plus tard 6 mois après la votation un projet de délibération conforme. Le Conseil municipal l'approuve au plus tard 12 mois après la votation.</p>	
<p>Chapitre II</p> <p>Pétition</p>	

<p>Art. 78 – Forme de la pétition</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Toute pétition adressée au Conseil municipal doit être qualifiée comme telle et signée par son ou ses auteur-e-s qui doit-doivent mentionner leur lieu de domicile. 2. Les signatures apposées sur une pétition ne doivent pas être communiquées à des tiers, même intéressés. 	<p>Art. 79 – Annonce et renvoi en commission</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les pétitions sont annoncées en début de session. Elles peuvent être lues à la demande de 5 membres du Conseil municipal. 2. Elles sont renvoyées à la commission des pétitions sans discussion. 	<p>Art. 80 – Travaux et conclusions de la commission</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Lors de sa première séance utile, la commission des pétitions décide du traitement de la pétition ou de son renvoi dans une autre commission. 2. La commission examine la pétition dans les 3 mois et rend son rapport. 3. La commission peut proposer la transformation de la pétition en toute forme d'initiative du Conseil municipal. 4. A l'issue des travaux, le président ou la présidente met au vote le renvoi au Conseil administratif éventuellement assorti de recommandations. 5. En cas de refus et sans transformation de la pétition en forme d'initiative du Conseil municipal, la commission propose son classement. 	<p>Art. 81 – Délibération</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le Conseil municipal statue après avoir pris connaissance du rapport de la commission. 2. Si la pétition est renvoyée au Conseil administratif, celui-ci y répond immédiatement dans les 3 mois. 3. Un rapport ou une proposition du Conseil administratif dans le sens des conclusions de la pétition constitue une
---	--	---	--

	<p>mesure d'exécution.</p> <p>4. Si des actions concrètes sont demandées par la pétition, le Conseil administratif les met en place dans un délai de 6 mois. Passé ce délai, le Conseil administratif fournit au Conseil municipal une explication de son retard.</p>
	<p>Art. 82 – Transmission aux pétitionnaires</p> <p>Le Bureau du Conseil municipal communique aux pétitionnaires le rapport de la commission ayant étudié la pétition et la décision prise par le Conseil municipal.</p>
	<p style="text-align: center;"><i>TITRE VII</i></p> <p style="text-align: center;">Mode de délibérer</p>
	<p style="text-align: center;">Chapitre I</p> <p style="text-align: center;">Généralités</p>
	<p>Art. 83 – Mode de traitement des objets</p> <p>1. Les objets donnant lieu à débat sont classés dans l'une des catégories suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) débat libre; b) débat accéléré. <p>2. Lorsqu'il arrête le programme de la session, le Bureau du Conseil municipal décide, après consultation des chefs et chefs de groupe, des catégories dans lesquelles classer les objets qui seront soumis à délibération.</p> <p>3. Pour les objets issus de commissions, le Bureau prend en compte le préavis de la commission pour déterminer le mode de traitement de ces objets.</p> <p>4. Par défaut, les objets sont traités en débat libre. Le classement d'un objet en débat accéléré nécessite l'accord d'une majorité des membres du Bureau.</p> <p>5. Sur proposition d'un-e membre du Conseil municipal, du Bureau ou du Conseil administratif, le Conseil municipal peut changer de catégorie par un vote sans débat à la majorité des deux tiers. Ce changement ne peut intervenir qu'au début de la première séance de la session.</p>

	<p>Art. 84 – Débat libre</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. En débat libre, la durée d'une intervention ne doit pas dépasser 7 minutes, sauf en ce qui concerne les commentaires relatifs aux points portés au budget, dans les comptes rendus et le plan financier d'investissement. 2. Elle peut être prolongée exceptionnellement en vertu d'une décision du Conseil municipal prise sans débat. 3. Cette disposition concerne toutes les personnes intervenantes, y compris les membres du Conseil administratif.
	<p>Art. 85 – Débat accéléré</p> <p>En débat accéléré, les règles prévues à l'article 84 s'appliquent de manière générale, à l'exception du fait que seul-e un-e représentant-e par groupe et les membres du Conseil municipal siégeant de manière indépendante peuvent s'exprimer une et une seule fois.</p>
	<p>Art. 86 – Clôture de la liste des intervenants</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. En débat libre, si le débat est particulièrement long, le président peut, après consultation du Bureau, décider de clore la liste des intervenants, en précisant le nom des intervenants restants. 2. Cette décision peut être contestée par un vote sans débat à la majorité des deux tiers.
	<p>Chapitre II</p> <p>Dispositions relatives aux compétences délibératives</p>
	<p>Art. 87 – Renvoi direct en commission</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Tout objet peut être renvoyé directement dans une commission sur décision unanime du Bureau du Conseil municipal et des chefs et cheffes de groupe. Le Conseil municipal doit voter le renvoi en commission. 2. Si tel n'est pas le cas, l'objet est soumis à la délibération.
	<p>Art. 88 – Préconsultation</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Tout débat commence par la préconsultation. 2. Le président ou la présidente annonce l'initiative du Conseil municipal ou du Conseil administratif en donnant

<p>lecture de son titre et le nom de ses auteur-e-s.</p>	<p>3. Il ou elle donne la parole aux auteur-e-s de l'initiative municipale, qui la développent ou proposent son ajournement.</p> <p>4. La proposition est soumise au vote d'entrée en matière, si celle-ci est refusée la proposition est écartée.</p> <p>5. En cas d'acceptation, la parole est donnée aux membres du Conseil municipal ou du Conseil administratif dans l'ordre où elle a été demandée.</p> <p>6. Il peut être proposé des amendements et des sous-amendements.</p> <p>7. Seul-e-s les auteur-e-s de l'initiative ou d'un amendement peuvent s'exprimer plus de deux fois.</p> <p>8. La préconsultation prend fin par le vote:</p> <ul style="list-style-type: none">a) du renvoi à une ou plusieurs commissions;b) de la discussion immédiate. Si celle-ci est acceptée, le président ou la présidente ouvre le premier débat;c) de l'ajournement à une séance ultérieure.	<p>Art. 89 – Discussion sur les rapports de commission, ouverture des débats</p> <p>1. Le président ou la présidente annonce le titre de l'objet, ses auteur-e-s, la commission qui l'a traité et le-s rapporteur-s ou la-les rapporteuse-s.</p> <p>2. Il ou elle donne la parole en premier au président ou à la présidente de la commission qui a étudié l'objet. Si plusieurs commissions ont étudié le même objet, il est donné la parole à chacun ou chacune des présidents ou présidentes.</p> <p>3. La parole est ensuite donnée au rapporteur ou à la rapporteuse de majorité, puis, s'il y a lieu, au-x rapporteur-s ou rapporteuse-s de minorité-s.</p> <p>4. Le président ou la présidente annonce ensuite l'ouverture du premier débat.</p>	<p>Art. 90 – Premier débat</p>
--	---	--	---------------------------------------

<p>1. Le premier débat porte sur les conclusions de la proposition. Les amendements votés en commission sont proposés d'office par le Bureau du Conseil municipal et votés par l'assemblée.</p> <p>2. Il peut être formé des amendements et des sous-amendements. Ils sont déposés au Bureau, par écrit et signés de leurs auteur-e-s.</p> <p>3. Chaque orateur intervient dans l'ordre d'inscription.</p>	<p>Art. 91 – Deuxième débat</p> <p>1. Le deuxième débat suit immédiatement le premier débat et se limite au vote des amendements et des conclusions de l'initiative municipale ou du projet d'arrêté article par article ainsi qu'ils ressortent du rapport, à défaut, de la proposition elle-même.</p> <p>2. Le président ou la présidente rappelle la question au début du deuxième débat et annonce que le scrutin est ouvert.</p> <p>3. Chaque amendement ou sous-amendement est mis aux voix séparément et antérieurement à la proposition principale en commençant, en cas de pluralité d'amendements, par le plus éloigné de la proposition principale.</p> <p>4. Nul ne peut intervenir pendant le deuxième débat, sauf pour demander le vote nominal.</p> <p>5. Le président ou la présidente annonce le résultat du vote et clôt le débat.</p>	<p>Art. 92 – Troisième débat</p> <p>1. Ensuite du deuxième débat et quel que soit le sort du deuxième débat, le président ou la présidente annonce que, si un troisième débat n'est pas demandé par un tiers des membres présent-e-s du Conseil municipal ou par le Conseil administratif, l'objet devient définitif.</p> <p>2. Le troisième débat est remis à une séance ultérieure. La date de cette séance est fixée par le président ou la présidente. Cette règle ne s'applique pas au vote du budget et des comptes annuels.</p> <p>3. Il peut avoir lieu dans une séance supplémentaire qui suit immédiatement le deuxième débat si l'urgence le commande en raison de l'existence de délais qui ne pourraient être tenus.</p>
--	---	--

	<p>4. Dans le troisième débat, on peut reprendre toutes les questions traitées dans le deuxième. La discussion est ouverte sur la base de l'objet tel qu'il a été proposé initialement au Conseil municipal, sauf en ce qui concerne le budget. Le troisième débat porte sur le budget tel qu'il a été voté au terme du deuxième débat.</p> <p>5. Si une séance supplémentaire est organisée au cours d'une session en vue d'un troisième débat sur un ou plusieurs objets, le président ou la présidente du Conseil municipal met au vote le principe du paiement d'un jeton de présence pour cette séance.</p>
	<p>Art. 93 – Obligation de trois débats</p> <p>Les comptes annuels, le budget, les modifications du règlement et la fixation des jetons de présence et indemnités versés aux membres du Conseil municipal sont soumis obligatoirement à trois débats.</p>
	<p>Art. 94 – Publicité des délibérations</p> <p>1. Toutes les délibérations votées par le Conseil municipal sont signées par le président ou la présidente et par l'un ou l'une des secrétaires du Bureau du Conseil municipal présent-e-s à la séance.</p> <p>2. Ils sont transmis au département cantonal chargé de la surveillance des communes. Le dispositif de la délibération doit être affiché au pilier public à partir du 6^e jour mais au plus tard du 8^e jour ouvrable qui suit la date de la séance où l'arrêté a été adopté, avec la mention de l'échéance du délai référendaire (art. 28 LAC).</p>
	<p>Chapitre III</p> <p>Délibérations relatives aux compétences consultatives</p>
	<p>Art. 95 – Motions – Résolutions – Mode de délibérer</p> <p>1. Tout débat commence par la préconsultation.</p> <p>2. Le président ou la présidente annonce l'initiative du Conseil municipal en donnant lecture de son titre et du nom de ses auteur-e-s.</p> <p>3. Il ou elle donne la parole aux auteur-e-s de l'initiative, qui la développent.</p>

	<p>4. La proposition est soumise au vote d'entrée en matière, si celle-ci est refusée la proposition est écartée.</p> <p>5. En cas d'acceptation, la parole est donnée aux membres du Conseil municipal ou du Conseil administratif dans l'ordre dans lequel ils-elles la demandent.</p> <p>6. Il peut être proposé des amendements et des sous-amendements.</p> <p>7. Seul-e-s les auteur-e-s de l'initiative du Conseil municipal ou d'un amendement ont le droit de s'exprimer plus de deux fois.</p> <p>8. La préconsultation prend fin par le vote: a) du renvoi de la proposition au Conseil administratif; b) du renvoi de la proposition en commission.</p> <p>9. En cas de double non, la proposition est écartée.</p>
	<p>Art. 96 – Discussion sur les rapports de commission</p> <p>1. Le président ou la présidente annonce le titre de l'objet, ses auteur-e-s, la commission qui l'a traité et le-s rapporteur-s ou la-les rapporteuse-s.</p> <p>2. Il ou elle donne la parole en premier au président ou à la présidente de la commission qui a étudié l'objet. Si plusieurs commissions ont étudié le même objet, il est donné la parole à chacun des présidents et présidentes.</p> <p>3. La parole est ensuite donnée au rapporteur ou à la rapporteuse de majorité, puis, s'il y a lieu, au-x rapporteur-s ou à la-aux rapporteuse-s de minorité-s.</p> <p>4. Il peut être proposé des amendements et des sous-amendements.</p> <p>5. Quand plus personne ne demande la parole, les conclusions du rapport sont mises au vote.</p>
	<p style="text-align: center;"><i>TITRE VIII</i></p> <p style="text-align: center;">Votes et mode de voter</p>

	<p>Art. 97 – Mode de voter</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les votes ont lieu à main levée ou de manière électronique. Le président ou la présidente en constate immédiatement le résultat. 2. S'il y a un doute sur le résultat du vote à main levée ou si une personne membre du Conseil municipal en fait la demande, il est procédé au vote par assis ou debout sous le contrôle du Bureau du Conseil municipal ou par vote électronique. 3. Le vote du budget a lieu, sauf cas de force majeure, de manière électronique. 4. Chaque membre du Conseil municipal vote à la place qui lui est assignée par le Bureau.
	<p>Art. 98 – Vote par appel nominal</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. A la demande d'une personne membre du Conseil municipal, les votes peuvent avoir lieu par appel nominal. 2. Il a lieu en principe par vote électronique. Une impression des résultats détaillés est automatiquement effectuée après le vote. La feuille imprimée avec le résultat nominatif est disponible auprès du Service du Conseil municipal et publiée dans le <i>Mémorial</i>.
	<p>Art. 99 – Scrutin secret</p> <p>Aucun vote ne peut avoir lieu au scrutin secret.</p>
	<p>Art. 100 – Vote par article</p> <p>Si un projet est composé de plusieurs articles, ceux-ci sont soumis séparément au vote. Cependant, si un article mis en délibération ne soulève aucune opposition, le président ou la présidente peut le déclarer adopté.</p>
	<p style="text-align: center;">TITRE IX</p> <p style="text-align: center;">Elections</p>
	<p>Art. 101 – Ordre du jour</p>

Les élections figurent à l'ordre du jour de la session.	Art. 102 – Scrutin secret	
Les élections ont lieu au scrutin secret.	Art. 103 – Bulletins	
1. Les bulletins d'élection sont signés par le président ou la présidente ou, à défaut, par une des personnes chargées de la vice-présidence.		
2. A la séance initiale de la législature, les bulletins portent la signature du doyen ou de la doyenne d'âge.	Art. 104 – Distribution et dépouillement	
1. Sous le contrôle des secrétaires du Bureau du Conseil municipal, les scrutateurs et les scrutatrices désignés par le président ou la présidente distribuent, récoltent les bulletins et procèdent au dépouillement. Ils ou elles sont assistés dans leur tâche par la personne responsable du Service du Conseil municipal.		
2. Chaque groupe a droit à un scrutateur ou une scrutatrice.	Art. 105 – Mode de voter	
1. Avant de procéder à une élection, le président ou la présidente indique à l'assemblée le nombre de postes à pourvoir et lui communique le nom des candidats et candidates.		
2. Avant l'ouverture des urnes, il ou elle annonce le nombre de bulletins délivrés.	Art. 106 – Nullité du scrutin	
Si le nombre de bulletins retrouvés excède celui des bulletins délivrés, le scrutin est déclaré nul et recommencé immédiatement.	Art. 107 – Premier tour	
1. Est ou sont élues la ou les personnes candidates obtenant au premier tour la majorité absolue.		
2. Si le nombre des candidats et candidates ayant obtenu la majorité absolue dépasse celui des sièges à pourvoir, sont élus ceux et celles qui ont obtenu le plus de voix.		

<p>Art. 108 – Second tour</p> <p>1. Si, à l'issue du premier tour, le nombre de personnes ayant obtenu la majorité absolue est inférieur au nombre de places à pourvoir, il est procédé au second tour à la majorité relative.</p> <p>2. A l'issue du second tour, si le nombre de personnes ayant obtenu la majorité relative est inférieur au nombre de postes qui restent à pourvoir, alors il est procédé à un nouveau scrutin ouvert à de nouvelles candidatures.</p> <p>3. Si le nombre des candidats et candidates à élire au second tour est égal à celui des sièges à pourvoir, ils ou elles sont élus tacitement.</p> <p>4. En cas d'égalité des suffrages entre deux ou plusieurs candidats et candidates pour une même place, il est procédé à un nouveau tour de scrutin. Si l'égalité persiste, ils ou elles sont départagées par tirage au sort.</p>	<p>Art. 109 – Majorité, bulletins non valables</p> <p>La majorité est calculée sur le nombre de bulletins valables, les bulletins blancs et les bulletins nuls ne comptant pas dans le calcul de cette majorité.</p> <p>Sont nuls tous:</p> <p>a) les bulletins contenant une adjonction aux nom et prénom d'un-e candidat-e;</p> <p>b) les bulletins contenant plus d'une fois le nom et prénom d'un-e candidat-e.</p>	<p>Art. 110 – Décompte des suffrages</p> <p>Si un bulletin contient plus de noms que le nombre de places à pourvoir, seuls les premiers noms jusqu'au nombre requis sont comptés.</p>	<p>Art. 111 – Proclamation du résultat</p> <p>Après dépouillement, il est donné connaissance à l'assemblée:</p> <p>a) du nombre des bulletins retrouvés dans l'urne;</p> <p>b) du nombre des bulletins nuls;</p> <p>c) du nombre des bulletins valables;</p> <p>d) du nombre des bulletins blancs;</p> <p>e) du nombre qui exprime la majorité absolue;</p> <p>f) de la répartition des suffrages entre les candidats et candidates et du résultat de l'élection.</p>
--	--	--	--

	<p>Art. 112 – Destruction des bulletins</p> <p>Si les opérations ne sont pas contestées, les bulletins sont détruits immédiatement après la proclamation du résultat de chaque scrutin.</p>
	<p>Art. 113 – Difficultés d'application</p> <p>Les difficultés auxquelles pourrait donner lieu l'application des dispositions du Titre IX sont tranchées par le Conseil municipal lui-même.</p>
	<p style="text-align: center;"><i>TITRE X</i></p> <p style="text-align: center;">Commissions municipales</p> <p style="text-align: center;">Conseils d'administration et commissions administratives</p> <p style="text-align: center;">Chapitre I</p> <p style="text-align: center;">Commissions municipales</p>
	<p>Art. 114 – Généralités</p> <p>1. Le Conseil municipal désigne en son sein des commissions qui lui font rapport sur l'objet de leurs délibérations.</p> <p>2. Des commissions ad hoc sont constituées pour l'examen d'un objet déterminé.</p>
	<p>Art. 115 – Commissions permanentes</p> <p>1. Les commissions permanentes sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> – commission de l'aménagement et de l'environnement; – commission des arts et de la culture; – commission de la cohésion sociale, de la jeunesse et des sports; – commission des finances; – commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication; – commission des pétitions;

	<p>– commission des règlements; – commission des travaux, des constructions et du logement.</p>
	<p>2. Toute commission peut désigner en son sein des sous-commissions.</p>
	<p>Art. 116 – Commission ad hoc</p>
	<p>1. Lorsqu'un objet déterminé est renvoyé à une commission ad hoc, le Conseil municipal, dès la clôture de la préconsultation, fixe le nombre des commissaires à 15 au plus et les désigne.</p>
	<p>2. La première séance est convoquée dans les plus brefs délais par le président ou la présidente du Conseil municipal.</p>
	<p>3. La commission se trouve dissoute de plein droit dès que le Conseil municipal a statué définitivement sur tous les projets et objets dont elle était saisie. Le président ou la présidente du Conseil municipal annonce cette dissolution.</p>
	<p>Art. 117 – Membres d'une commission permanente</p>
	<p>1. Le Conseil municipal procède à la désignation des 15 membres de chaque commission permanente chaque année lors de la première séance ordinaire du mois de juin.</p>
	<p>2. Chaque membre du Conseil municipal a le droit de se faire remplacer occasionnellement au sein d'une commission ou d'une sous-commission par une personne de son groupe.</p>
	<p>3. En cas de vacance dans une commission, le Bureau du Conseil municipal procède immédiatement à une nouvelle désignation sur proposition du groupe intéressé.</p>
	<p>Art. 118 – Organisation</p>
	<p>1. Au début de chaque législature, la première séance de chaque commission est présidée par son doyen ou sa doyenne d'âge jusqu'à l'élection de son président ou de sa présidente.</p>
	<p>2. Chaque année, mais au plus tard le 30 juin, il est procédé au renouvellement des commissions permanentes et de leurs présidents ou présidentes.</p>

<p>3. Dès son élection, le président ou la présidente prévoit son remplacement en cas d'absence et en informe la commission ainsi que le Service du Conseil municipal.</p> <p>4. Le président ou la présidente établit l'ordre du jour, gère les débats et prend part aux votes sans voix prépondérante.</p>	
<p>Art. 119 – Convocation</p> <p>1. Les séances suivantes sont convoquées selon les besoins par le président ou la présidente de la commission.</p> <p>2. Elle est également convoquée à la prochaine séance utile par son président ou sa présidente:</p> <p>a) sur demande écrite de 3 membres de la commission adressée au président ou à la présidente de la commission, ou</p> <p>b) sur demande du président ou de la présidente du Conseil municipal ou d'une personne membre du Conseil administratif.</p>	
<p>Art. 120 – Travaux de la commission</p> <p>1. La commission étudie tous les objets qui lui sont soumis. A cet effet, elle procède aux auditions nécessaires, afin de se faire un avis et voter en toute connaissance de cause.</p> <p>2. A leur demande, les membres du Conseil administratif peuvent assister aux séances de commission avec voix consultative (cf. art. 22 LAC).</p> <p>3. Pour chaque objet qui lui est renvoyé, la commission désigne un rapporteur ou une rapporteuse chargée de rendre au plénum du Conseil municipal un compte rendu succinct et synthétique des auditions et des délibérations de la commission. Ce dernier ou cette dernière ne peut être l'auteur-e du projet en question, sauf si la proposition émane de l'ensemble des groupes.</p> <p>4. Il est mis à la disposition de la commission un ou une procès-verbaliste qui prend le procès-verbal des travaux et des délibérations de la commission.</p> <p>5. Le Conseil municipal donne mandat aux commissions spécialisées de s'intéresser aux questions générales traitant des objets dont elles sont chargées. Dans ce cas, il n'y a ni rapport ni vote, mais des auditions peuvent</p>	

<p>être effectuées.</p>	<p>Art. 121 – Auditions</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les commissions procèdent aux auditions et consultations qu'elles jugent utiles. Le Conseil administratif doit être entendu sur chaque objet. 2. L'audition d'un ou d'une employé-e de l'administration municipale doit être demandée par l'intermédiaire de la personne membre du Conseil administratif dont il ou elle dépend. 3. Le Conseil administratif ne peut refuser l'audition d'un ou d'une employé-e. Si le Conseil administratif décide d'envoyer en commission une autre personne que celle demandée par la commission, il s'en explique avant l'audition. Si la commission persiste dans la requête d'audition, l'employé-e est entendu-e.
<p>Art. 122 – Délibérations</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. En principe, exception faite de la personne membre du Conseil municipal, auteur-e d'une proposition, et du ou de la procès-verbaliste, la commission délibère à huis clos. 2. Les travaux des commissions sont confidentiels à l'égard de la presse et du public. 3. Dans certains cas, les commissaires sont astreints au secret absolu, y compris à l'égard des autres membres du Conseil municipal. 	<p>Art. 123 – Décision</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La commission peut amender chaque objet à l'exception des pétitions et des initiatives populaires. Elle conclut ses travaux par l'acceptation ou le rejet de l'objet. 2. Les rapports peuvent également conclure à la transformation de l'initiative municipale (Titre V). 3. En cas d'égalité des voix au sein de la commission, une proposition est considérée comme acceptée. 4. En cas d'examen d'un objet par plusieurs commissions, chaque commission procède à un vote distinct.

	<p>Art. 124 – Rapports de commission</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Un rapport doit être rendu au plus tard dans les 3 mois qui suivent la fin du traitement de l'objet par la commission saisie pour cet objet. A défaut, le Bureau du Conseil municipal peut décider du non-versement de tout ou partie des indemnités de rapporteur ou de rapporteuse. La commission peut autoriser une prolongation du délai en cas de force majeure (maladie, accident), sur demande du rapporteur ou de la rapporteuse. 2. Si un rapporteur ou une rapporteuse quitte la commission avant la fin du traitement de l'objet pour lequel il ou elle a été nommé-e, la commission désigne tout de suite un nouveau rapporteur ou une nouvelle rapporteuse pour ce même objet. 3. Les rapports qui n'ont pas encore été rendus lors de la démission, de la non-réélection ou du décès du rapporteur ou de la rapporteuse sont immédiatement réattribués par la commission, avec les jetons qui leur sont liés.
	<p>Art. 125 – Tâches et responsabilités des présidents et présidentes de commission</p> <p>Les responsabilités et les tâches des présidents et présidentes de commission sont définies par le mémento mis à jour par le Bureau du Conseil municipal.</p>
	<p>Art. 126 – Auteur-e-s de la proposition</p> <p>Les membres du Conseil municipal auteur-e-s d'une proposition qui ne font pas partie de la commission peuvent participer avec voix consultative. Cela s'applique également aux membres du Conseil municipal siégeant à titre indépendant. Aucun jeton n'est versé à la personne participant avec voix consultative.</p>
	<p>Art. 127 – Archives</p> <p>Le président ou la présidente de chaque commission, lorsque celle-ci a rempli son mandat, remet au Service du Conseil municipal les divers rapports, pièces et documents qui lui ont été confiés et qui doivent être classés dans les archives de la Ville de Genève.</p>
	<p>Chapitre II</p> <p style="text-align: center;">Conseils d'administration et commissions administratives</p>

Art. 128 – Elections

Le Conseil municipal procède à l'élection de ses représentant-e-s dans les commissions et conseils d'administration suivants:

- A)
- a) Tous les 4 ans, au cours de la première séance ordinaire du mois de septembre, élection de 4 membres du conseil d'administration des Services industriels de Genève (Constitution de la République et canton de Genève, art. 159, al. 1, lettre c).
 - b) Tous les 4 ans, au cours de la session d'automne, mais au plus tard au mois de janvier suivant, élection de 2 membres du conseil d'administration de la Banque cantonale de Genève SA (Constitution de la République et canton de Genève, art. 80A et 177).
 - c) Tous les 2 ans, au cours de la première séance ordinaire du mois de juin, élection de 1 membre pour faire partie du conseil de la Fondation pour l'expression associative (statuts de la Fondation, art. 9.1.3).
- B)
- a) Tous les 4 ans, au cours de la séance d'installation, élection de:
 - 5 membres de la Commission de réclamation de la taxe professionnelle communale (loi générale sur les contributions publiques, collationnée suivant arrêté législatif du 20 octobre 1928, art. 312).
 - 1 membre par parti politique représenté au Conseil municipal pour faire partie du conseil de la Fondation de la Ville de Genève pour le logement social (statuts de la fondation du 23 février 2004, art. 8).
 - 1 membre par parti politique représenté au Conseil municipal pour faire partie du conseil de la Fondation du Grand Théâtre de Genève (statuts de la fondation du 21 avril 1964, art. 8).
 - 1 membre par parti politique représenté au Conseil municipal pour faire partie du conseil de la Fondation de Saint-Gervais Genève – Fondation pour les arts de la scène et de l'image (statuts de la fondation du 12 avril 1995, art. 6).
 - e) 1 membre par parti politique représenté au Conseil municipal de la Ville de Genève pour faire partie du conseil de la Fondation d'art dramatique de Genève (statuts de la fondation du 15 octobre 2008, art. 9).
 - f) 4 membres représentant le Conseil municipal de la Ville de Genève pour faire partie du conseil d'administration de 022 TéléGenève SA (statuts de la société, titre II)
 - g) 1 membre par parti politique représenté au Conseil municipal de la Ville de Genève pour faire partie du conseil de la Fondation pour l'accueil et l'hébergement de personnes âgées (statuts de la fondation, art. 9).
 - h) 1 membre par parti politique représenté au Conseil municipal de la Ville de Genève pour faire partie de la Commission de la petite enfance (règlement relatif aux conditions de subventionnement des institutions privées pour la petite enfance, art. 4).

<p>i) 9 membres à répartir proportionnellement au nombre de sièges obtenus par les partis représentés au Conseil municipal, mais au moins 1 siège par parti, pour faire partie du conseil de la Fondation communale pour le développement des emplois et du tissu économique en ville de Genève (statuts de la fondation, art. 13).</p> <p>j) 2 membres de la Commission consultative des espaces verts et de l'environnement (règlement de la commission consultative du 17 janvier 2007).</p> <p>C) Pour toute la durée de leur mandat, les représentant-e-s du Conseil municipal dans les commissions et conseils d'administration susmentionnés doivent avoir leur domicile en ville de Genève.</p>	<p style="text-align: center;"><i>TITRE XI</i></p> <p style="text-align: center;">Jetons de présence et indemnités</p>
<p>Art. 129 – Membres du Conseil municipal</p> <p>1. Le Conseil municipal, sur proposition de son Bureau, lequel consulte au préalable les chefs et cheffes de groupe, fixe par arrêté, pour la durée de la législature, le montant des jetons de présence et indemnités à verser à ses membres et aux groupes politiques représentés en son sein.</p> <p>2. Le premier et le deuxième débats concernant cet arrêté ont lieu lors de la dernière session de l'ancienne législature et le troisième débat lors de la première session de la nouvelle législature.</p> <p>3. Les jetons de présence sont versés à la condition que les membres du Conseil municipal siègent effectivement en séance ou en commission.</p> <p>4. Il n'est pas attribué de jetons de présence pour les réunions de commission qui ont lieu lors des suspensions de séance du Conseil municipal.</p> <p>5. Un appel nominal peut être demandé en cours de séance par 5 membres du Conseil municipal. L'appel nominal fait foi des présences effectives.</p>	<p>Art. 130 – Membres du Bureau</p> <p>Le Bureau du Conseil municipal a droit à une indemnité en vue de couvrir ses frais de représentation.</p> <p>Art. 131 – Jetons de présence pour rapporteurs et rapporteuses</p>

	<p>1. Les jetons de présence dus aux rapporteurs et rapporteuses ne sont versés qu'à la reddition du rapport.</p> <p>2. Si un changement de rapporteur ou de rapporteuse a lieu pour cause de rapport non rendu dans les délais (art. 123, al. 1) ou de départ du Conseil municipal (art. 123, al. 3), la nouvelle personne désignée reçoit les jetons de présence dus.</p>
	<p>Art. 132 – Budget, compte rendu</p> <p>Le montant des indemnités et des jetons de présence figure au budget et dans le compte rendu.</p> <p style="text-align: center;"><i>TITRE XI</i></p>
	<p style="text-align: center;">Délégation et accueil</p>
	<p>Art. 133 – Délégation</p> <p>1. La procédure d'examen des conditions d'accès à la naturalisation et la décision de naturalisation sont déléguées au Conseil administratif.</p> <p>2. Les membres du Conseil municipal sont invité-e-s à participer à une séance d'accueil des personnes admises à la naturalisation, organisée par la Ville de Genève antérieurement à leur prestation de serment.</p> <p style="text-align: center;"><i>TITRE XIII</i></p>
	<p style="text-align: center;">Propositions relatives au règlement</p>
	<p>Art. 134 – Modification du règlement</p> <p>Toute proposition ayant pour objet de modifier le présent règlement est assujettie aux dispositions du Titre VII. Elle est soumise aux trois débats.</p> <p style="text-align: center;"><i>Clause abrogatoire</i></p> <p>Le présent règlement, adopté par le Conseil municipal le ... et approuvé par le Conseil d'Etat le ..., abroge et remplace le règlement du 20 avril 2005.</p>

M. Thierry Piguet, ancien président de la commission du règlement (S).

Mesdames et Messieurs, ce règlement, initié sous ma présidence avec la totalité des membres du bureau, a donc mis deux ans pour sortir de la commission, qui a tenu 35 séances et a passé pas mal d'heures pour le regarder dans les détails. Il y a deux ans, il nous a semblé essentiel de le revoir afin de faciliter, dans tous les sens du terme, le fonctionnement de notre Conseil municipal, tant dans l'ordonnement même des articles, des titres, des sujets, que dans une certaine épuration de ce règlement qui devrait faciliter la tâche du bureau, et plus particulièrement celle de son président ou de sa présidente. Je crois que tout le monde ici a vécu des moments d'arrêt parce que le bureau avait des doutes. En effet, le précédent règlement n'était pas forcément dans un ordre convenu qui nous permettait de trouver facilement une réponse à certaines questions, à certains principes de règles – mais je ne jeterai pas la pierre. Il convenait aussi de le rendre plus lisible dans ses définitions; par exemple, la motion d'ordre se trouvait plusieurs fois avec des significations différentes, tout comme les séances, les sessions, et ainsi de suite.

Nous avons donc travaillé avec le bureau 2008-2009 pour essayer de rendre ce règlement, je dirais, à la hauteur de notre Conseil municipal, en vue de permettre des débats un peu plus sereins, qui canalisent notre énergie sur des points qui nous semblent plus importants et qui méritent vraiment la discussion. Il convient aussi d'éviter que nous prenions longuement la parole en séance plénière sur des sujets déjà vus, revus et acceptés à l'unanimité en commission. Après une heure de discussion – j'ai quelques exemples – ils seront de toute façon votés à l'unanimité, comme en commission...

Il est certain qu'il faut parfois pouvoir parler – et le parlement parle très bien – mais il faut parfois aussi avancer. Nous travaillons non seulement avec des propositions du Conseil administratif, mais aussi avec nos propres propositions. Je vous rappelle que les premières motions maintenant à l'ordre du jour datent d'il y a presque deux ans. Quels principes politiques avons-nous dans les groupes pour imaginer des motions qui rendent quand même la vie des habitantes et habitants de cette ville un peu plus facile? Essayer de disposer d'un maximum d'atouts et d'engagements auprès de nos concitoyens pour que, deux ans après, nous n'ayons même pas encore eu la possibilité de renvoyer nos propres propositions, essentiellement nos motions, en commission pour que celles-ci puissent s'atteler au travail. Ce qui veut dire que les premières motions à notre ordre du jour seront renvoyées en avril ou mai dans une commission, qui commencera peut-être leur étude en septembre ou octobre. Mais trois ans auront passé et ces motions seront devenues caduques! Or notre Conseil municipal a aussi cette force qui est celle de proposer.

Le bureau s'est penché sur la question pour essayer de réduire ce temps de parole et faire en sorte que nous soyons plus efficaces dans nos débats...

(Remarque de M^{me} Wenger.) Ce n'est pas le cas à l'heure actuelle – c'est essentiellement à vous que je parle, Madame Salika Wenger...

Voilà ce que je voulais dire comme ancien président du Conseil municipal et de la commission du règlement. A partir de maintenant, je ne prendrai la parole qu'en mon nom propre et pas au nom du groupe socialiste.

M^{me} Vera Figurek, ancienne présidente de la commission du règlement (AGT). J'interviens en tant qu'ancienne présidente de ce plénum et de la commission du règlement. D'abord pour vous dire, Mesdames et Messieurs, comme l'a rappelé M. Thierry Piguet, que j'ai repris le travail qui avait été initié sous sa présidence. Ensuite, il convient ici de remercier M. Froidevaux, rapporteur, qui a fait un excellent travail de compilation. Il est vrai que nous avons démultiplié les séances de bureau sous la présidence de M. Piguet et que nous avons ensuite renvoyé ce projet de nouveau règlement à la commission du règlement, qui a travaillé pendant trente-cinq séances.

Je remercie également M^{me} Marie-Christine Cabussat, cheffe du Service du Conseil municipal, qui est venue à toutes les séances et qui a fait aussi un énorme travail de compilation et de correction. Nous remercions également son correcteur ainsi que la procès-verbaliste, M^{me} Ksenya Missiri, qui a fait un travail vraiment remarquable durant toutes ces séances, ce qui nous a permis, malgré la longueur des travaux, de gagner du temps et d'être efficaces.

Si ce nouveau règlement que nous vous soumettons ce soir est effectivement un rafraîchissement, une remise au goût du jour, car certaines pratiques ne correspondent pas à ce qui est écrit dans notre texte, il y a eu néanmoins non seulement des modifications sur la forme, mais également sur le fond. Sur le fond, nous avons eu de très longs débats vraiment de qualité; nous avons fait un travail fouillé, notamment sur la réduction ou non des temps de parole; également sur le nombre de commissions, mais aussi sur la séparation des pouvoirs entre le délibératif et l'exécutif, et sur la composition du bureau. Il est vrai que c'est très subjectif, mais selon moi ce sont les grands thèmes sur lesquels tous les groupes ont dû avoir des débats, et ils s'exprimeront ce soir.

Evidemment, je me rallierai à la décision de mon groupe A gauche toute! – Ensemble à gauche. Nous avons un certain nombre d'amendements et je laisserai ma cheffe de groupe, Salika Wenger, s'exprimer sur ce sujet. Je souhaiterais, Madame la présidente, conclure encore avec un remerciement, car je m'aperçois que j'avais oublié cela. Nous avons énormément collaboré avec le Canton, avec le Grand Conseil et, en particulier, avec M^{me} Maria Anna Hutter, qu'il convient vraiment de remercier.

J'ai fini pour ce qui est de mon intervention en tant qu'ancienne présidente, sous réserve de reprendre la parole plus tard en qualité de membre de la commission du règlement.

M^{me} Frédérique Perler-Isaaz, présidente de la commission du règlement (Ve). Je serai brève, j'ajouterai seulement quelques mots. J'ai repris cette longue étude de ce nouveau règlement du Conseil municipal pour, paraît-il, deux à trois séances au maximum. En fin de compte, nous avons travaillé jusqu'au mois de janvier, tant la commission avait le souci de vous présenter un règlement aussi abouti que possible. Tout comme les deux anciens présidents, je tiens à remercier M^{me} Cabussat et toute son équipe pour le travail extrêmement important de soutien qui a été fourni tant à la commission du règlement qu'à son rapporteur, qui s'était, il est vrai, lancé dans un travail titanesque.

Vous dire encore que les projets d'arrêté PA-88, PA-89 et PA-91 ont bien été traités par la commission, mais n'ont pas été votés par cette dernière, c'est pourquoi ils ne sont pas contenus dans le rapport que vous avez sous les yeux ce soir. Il est prévu, en cas d'acceptation de ce nouveau règlement, de réunir la commission du règlement pour un court rapport sur ces objets, qui deviendraient conséquemment obsolètes.

Une dernière chose pour vous dire que la commission a souhaité consulter le Service de surveillance des communes, de sorte qu'en cas d'acceptation ce règlement puisse entrer en vigueur pour la nouvelle législature. Nous avons eu la chance d'auditionner M. Zuber, du Service de surveillance des communes, et nous avons reçu un certain nombre de félicitations s'agissant des modifications apportées à notre règlement, au terme desquelles il serait désormais plus lisible, plus cohérent et facilement consultable, ce qui était l'objectif de la commission.

En tant que présidente de cette commission, je n'ai rien d'autre à ajouter si ce n'est de remercier les membres de la commission du règlement pour leur assiduité ainsi que M^{me} Cabussat et son équipe pour leur présence tout au long de ce gros travail.

Je donne maintenant la parole au rapporteur de cet objet, M. Jean-Marc Froidevaux, qui la prend.

M. Jean-Marc Froidevaux, rapporteur (L). Je ne sais pas, Madame la présidente, parce que chacun des présidents a dit ce que j'aurais pu dire... Il reste peut-être une petite chose à exprimer, c'est un regret, parce que le projet de ce règlement comportait, quand il vous a été remis, une ambition particulière qui

était celle de tenter d'ordonner nos relations avec le Conseil administratif. C'était là aussi un élément de valorisation de notre tâche et nous pouvions attendre peut-être un peu plus d'enthousiasme dans la réalisation de notre politique municipale.

C'est malgré tout une tentative qui a fait long feu, il faut le reconnaître; c'est un feu qui s'est éteint, mais qui ne signifie pas pour autant qu'il est perdu. Simplement, s'il s'agit à l'avenir de régler les rapports entre le Conseil municipal et le Conseil administratif, s'il s'agit de déterminer s'il existe une hiérarchie entre ces deux Conseils, alors la tâche en appartient à nos amis députés, à qui il conviendrait peut-être de prêcher non pas la bonne parole, mais la nécessaire parole de l'organisation des rapports entre les Conseils dans les communes.

Mais, effectivement, M. Zuber nous a convaincus que seule une loi cantonale était en mesure de mener à chef ce qui, à l'origine, était quand même la première tâche que contenait ce règlement. Eh bien, soyons suffisamment positifs pour considérer que si aujourd'hui nous avons reculé, c'est pour mieux nous organiser afin que, à l'avenir, cette question puisse elle aussi trouver une solution!

Premier débat

La présidente. J'ouvre le premier débat... Personne ne demande la parole. Je vois qu'il n'y a pas de déclarations prévues dans les groupes. Nous passons donc au deuxième débat. Je vous informe que nous travaillerons article par article et que nous examinerons vos différents amendements au fur et à mesure.

Je vous souhaite à toutes et à tous un bon travail et je vous demande un peu de silence, cela nous serait agréable au bureau ainsi qu'à moi-même.

Deuxième débat

La présidente. A l'article 2 – Définition, nous sommes saisis d'une proposition d'amendement émanant de M. Pascal Holenweg, qui propose de biffer «sauf les dimanches et jours fériés». Monsieur Holenweg, je vous cède la parole, afin de défendre votre amendement.

M. Pascal Holenweg (S). Merci, Madame la présidente. Je vous rassure, je ne reproposerai pas de réintroduire le calendrier républicain, qui supprime par définition les dimanches et les jours fériés. Je propose simplement, s'agissant de séances extraordinaires, de renoncer à s'interdire de siéger les dimanches et les jours fériés.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 27 non contre 23 oui (1 abstention).

La présidente. L'amendement suivant concerne l'article 7 – Ordre du jour, et demande le «retour à l'ancien article avec la réintroduction de l'allocation du doyen-ne d'âge et du président-e élu-e». Je passe la parole à M^{me} Olivier pour développer l'amendement du groupe socialiste.

M^{me} Christiane Olivier (S). En relisant cet article concernant l'ordre du jour de la session d'installation, je ne sais pas si c'est une erreur ou une omission, mais deux points ont été supprimés. Le premier est l'allocation du doyen-ne ou de la doyenne d'âge et le deuxième l'allocation du président ou de la présidente.

A propos de l'allocation du doyen ou de la doyenne d'âge, cela ne m'interpelle pas outre mesure étant donné le jeunisme qui règne ou qui veut régner sur certains bancs. Simplement je le regrette, car une allocation du doyen d'âge, une fois tous les quatre ans, pourrait nous apporter une certaine sérénité, et c'est aussi une marque de reconnaissance pour nos aînés.

Quant à l'allocation du président ou de la présidente, lorsque il – ou elle – est nommé à cette charge, qu'il devient le premier citoyen de cette ville ou la première citoyenne, il est important lors de son allocution de prise de fonction qu'il ou elle puisse nous exprimer sa vision et les objectifs dans lesquels il ou elle s'inscrit et entend imprimer sa charge.

Je pense qu'il est très important que ces deux allocutions, qui n'ont jamais fait de tort à personne mais qui donnent une véritable vision de notre manière d'envisager la conduite de nos débats, soient remises à l'article 7.

M. Jean-Marc Froidevaux, rapporteur (L). J'attire l'attention de M^{me} Olivier sur le fait que cette question est débattue dans le rapport. Il n'y a aucune objection à une telle allocution ni à d'autres événements de nature protocolaire, par hypothèse une aubade musicale, pour citer ce seul exemple. Il n'en demeure pas moins que l'article 7 a été rédigé de la sorte sur instruction du Service de surveillance des communes, qui nous demande de reprendre scrupuleusement la loi sur l'administration des communes (LAC), dans la mesure où cette séance est tout entière organisée par la LAC.

Nous nous sommes pliés aux invites du Service de surveillance des communes, lesquelles invites n'excluent absolument pas qu'il existe d'autres points

à l'ordre du jour, pour autant qu'ils aient un caractère protocolaire. Ainsi, si ces points doivent figurer à l'ordre du jour – Madame la présidente, vous transmettez à M^{me} Olivier – ils trouveront encore et toujours naturellement leur présence à chaque séance d'installation. Simplement, au lieu de figurer dans le règlement, ils figureront dans nos usages, parce que leur nature n'est pas légale, mais protocolaire. C'est la raison pour laquelle je vous suggère de ne pas persister avec cet amendement, lequel heurte le Service de surveillance des communes, certes cette fois et pas les fois précédentes.

M. Yves de Matteis (Ve). Je suis d'accord avec les deux intervenants et, pour mettre tout le monde d'accord, il y aurait la possibilité de rajouter l'adverbe «notamment», qui figurait d'ailleurs dans la première version, c'est-à-dire: «L'ordre du jour de la séance comporte notamment les points suivants.» Je ne sais pas pourquoi cet adverbe a été mis de côté dans cette deuxième version. Le fait de le remettre permettrait que d'autres points puissent être ajoutés, notamment des points protocolaires. Cela me paraît aller dans le sens des deux personnes qui viennent de parler.

La présidente. Merci, Monsieur le conseiller municipal. Nous avons bien entendu ici au bureau votre sous-amendement, lequel implique d'ajouter le terme «notamment». Dans mon souvenir, c'est le Service de surveillance des communes qui nous a demandé de supprimer cet adverbe. (*M. Froidevaux confirme.*) M. le rapporteur me le confirme. Je pense donc, Monsieur de Matteis, que M. le rapporteur vous suggère de ne pas persister avec ce sous-amendement.

M^{me} Christiane Olivier (S). Madame la présidente, effectivement, il s'agit bien d'une demande du Service de surveillance des communes. Cela veut dire que le règlement du Conseil municipal édité en 1986, dont la version actuelle approuvée par le Conseil municipal, le Service de surveillance des communes, le Conseil d'Etat, entrée en vigueur le 23 juin 2005, qui comportait ces deux points, n'était pas correct. Maintenant, je m'étonne qu'on dise que le Service de surveillance des communes pose une telle exigence, alors que dans l'ancien règlement, qui a valeur jusqu'à aujourd'hui, ces deux points figuraient. (*Remarque.*) Monsieur Froidevaux, je ne veux pas en faire une question juridique, mais j'accorde une importance prépondérante à l'allocation du doyen ou de la doyenne d'âge lors de l'installation, ainsi qu'à la présidence.

Je veux bien qu'on se réfère aux usages, mais, jusqu'à présent, nous les utilisons lorsque cela nous sert; il n'y a aucun répertoire de nos usages et ils sont à

tout venant. Je propose donc qu'on remette cela, auquel cas le règlement intérieur n'était pas légal selon le Service de surveillance des communes.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est accepté par 28 oui contre 27 non (1 abstention).

La présidente. Le sous-amendement de M. de Matteis devient donc caduc.

M^{me} Salika Wenger (AGT). L'alinéa qui vient d'être proposé n'a rien à faire à l'article 7 – Ordre du jour; il serait plus judicieux qu'il soit à l'article 9 – Serment, me semble-t-il. A l'article 9, alinéa 3, le doyen ou la doyenne d'âge prête serment et, à ce moment-là, il ou elle pourrait faire son petit discours. Cela me paraîtrait plus judicieux, mais c'est une proposition.

La présidente. J'entends bien, Madame Wenger, mais les prestations de serment sont organisées par la loi sur l'administration des communes et nous devons nous y référer strictement.

Le prochain amendement, déposé par M. Froidevaux, concerne l'article 13 – Composition, et demande de remplacer «parti» par «groupe». Monsieur Froidevaux, vous avez la parole.

M. Jean-Marc Froidevaux, rapporteur (L). A la première phrase, il s'agit juste de remplacer le mot «parti» par «groupe», dans la mesure où, à l'article 11, le règlement fait référence aux groupes politiques qui composent le Conseil municipal et non pas aux partis.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est accepté à l'unanimité (58 oui).

La présidente. Le prochain amendement est déposé par le groupe socialiste et concerne les compétences du bureau à l'article 15, alinéa c). A la dernière phrase, il demande de rajouter «(...) «une demi-heure» avant les sessions du Conseil municipal (...)» Je passe la parole à M^{me} Olivier.

M^{me} Christiane Olivier (S). Anciennement, il y avait la notion d'une demi-

heure avant les sessions. Or si on supprime cette notion et qu'il est inscrit: «Au besoin, il s'entoure des chefs et cheffes de groupe avant les sessions du Conseil municipal (...)», on peut dire trois jours avant, un jour avant, une heure avant... Je pense qu'il serait bien d'indiquer ce qui a été établi par les usages, c'est-à-dire que les chefs de groupe sont convoqués une demi-heure avant la séance. Si on n'indique rien, indépendamment que les chefs de groupe peuvent être convoqués lors de la séance en cours, cela laisserait un flottement quant au moment où ils peuvent être convoqués.

M. Jean-Marc Froidevaux, rapporteur (L). Le but est précisément de pouvoir convoquer les chefs de groupe à chaque fois que c'est nécessaire. L'amendement proposé par M^{me} Olivier est extrêmement réducteur, parce que le bureau ne pourrait s'entourer des chefs de groupe qu'une demi-heure avant la session. Mais il peut bien s'entourer, par hypothèse, le jeudi qui prépare l'ordre du jour, il peut bien suspendre son travail à cet instant et se dire que, devant la situation actuelle, ce silence soudain si surprenant, il y a lieu de convoquer les chefs de groupe pour assurer l'animation de ce Conseil municipal...

Je pense donc que l'amendement de M^{me} Olivier est trop réducteur et que, au contraire, il ne va pas dans le sens exact de ce que vous voulez développer. Ce d'autant plus que le bureau a l'habitude de s'entourer librement des chefs de groupe.

M. Jacques Hämmerli (UDC). Mesdames et Messieurs, le mieux est l'ennemi du bien. Par exemple, lors de la préparation du budget, ce n'est pas une heure ni une demi-heure avant le début des séances, c'est la semaine qui précède, voire l'avant-veille que les chefs de groupe se réunissent. Laissons la rédaction telle qu'elle est faite aujourd'hui, car elle permet de respecter le souci de notre collègue M^{me} Olivier. Par contre, avec une rédaction trop précise, la nouvelle version du règlement empêcherait le bureau de se réunir une heure ou une demi-heure avant la séance.

M. Yves de Matteis (Ve). Je fais la même proposition qu'auparavant: pour maintenir la mémoire de ce qui est quand même devenu une habitude dans ce Conseil municipal, dire «notamment» une demi-heure avant les séances. Ou simplement de le rajouter dans le cadre des notes de la fin de documents qui, justement, pourront dire que ce type de pratique orale n'est pas forcément inclus dans le règlement. Soit l'un, soit l'autre.

M^{me} Christiane Olivier (S). Notifier à l'article 15, alinéa c), le fait de se réunir une demi-heure avant ne présuppose pas qu'on ne peut pas se réunir les autres fois. Dans le règlement actuel, à l'article 11, alinéa b), il est indiqué: «(...) il convoque, s'il le juge nécessaire, tous les chefs et cheffes de groupe une demi-heure avant la première séance de chaque session», ce qui n'a pas empêché le bureau de réunir et de convoquer les chefs de groupe. L'argument selon lequel c'est restrictif est tout à fait aléatoire, voire incorrect, étant donné qu'il était dans l'ancien règlement et que cela n'a pas empêché le bureau de convoquer les chefs de groupe à la demande lorsqu'il le jugeait nécessaire.

Mais, par gain de paix, je souscris à la proposition de M. Yves de Matteis.

M. Jacques Finet (DC). J'ai une question à propos de cet amendement, car je n'ai pas très bien compris la motivation de cette proposition. S'agit-il de demander que cette consultation dont nous parlons soit effectuée au plus tard une demi-heure avant la séance? Est-ce là l'idée?

La présidente. Je transmets votre question à M^{me} Olivier. Madame Olivier, pouvez-vous répondre à M. Finet, s'il vous plaît?

M^{me} Christiane Olivier (S). Non, ce n'est pas pour dire au plus tard une demi-heure avant la séance. C'est simplement pour marquer, comme dans l'ancien règlement, une habitude, une coutume qui s'est établie, et pour savoir que les chefs de groupe, en dehors de convocations extraordinaires, sont convoqués à toutes les sessions une demi-heure avant la première séance.

La présidente. Monsieur de Matteis, il semblerait que vous ayez fait une suggestion que je n'ai pas retenue. Voudriez-vous bien nous la reformuler?

M. Yves de Matteis (Ve). Dans la phrase «Au besoin, il s'entoure des chefs et cheffes de groupe», rajouter: «notamment» une demi-heure avant les sessions (...).» Mais est-ce que M^{me} Olivier préférerait que soit indiqué plutôt «en règle générale» une demi-heure avant les sessions du Conseil municipal? Pouvez-vous transmettre cette demande à M^{me} Olivier, Madame la présidente?

La présidente. Ecoutez, Mesdames et Messieurs, nous n'allons pas ici procéder à des échanges de vues entre conseillers municipaux, parce que, de virgules

en adverbes et en adjonctions, nous ne nous en sortirons pas! Si vous avez des propositions claires, vous les déposez au bureau, et nous y reviendrons si nous avons déjà passé ces articles; c'est la garantie que peut vous donner le bureau. Mais le type de débat que nous sommes actuellement en train de mener est contre-productif.

Ce que je vous propose, Monsieur de Matteis, Monsieur Finet, Madame Olivier, c'est de vous retrouver et de rédiger un amendement qui convienne à vos trois partis et de le déposer auprès du bureau.

Je mets maintenant formellement aux voix d'abord l'amendement du groupe socialiste, puis celui de M. de Matteis. (*Remarque de M^{me} Valiquier Grecuccio.*) Madame Valiquier Grecuccio, on ne peut pas invectiver comme cela, sinon on ne s'en sortira pas... Si vous éprouvez le besoin de modifier quoi que ce soit, vous déposez un nouvel amendement.

Mis aux voix, l'amendement du groupe socialiste est refusé par 47 non contre 9 oui.

Mis aux voix, l'amendement de M. de Matteis est refusé par 32 non contre 25 oui (1 abstention).

La présidente. L'amendement suivant, présenté par A gauche toute!, concerne aussi l'article 15 – Compétences, les lettres e) et f). Madame Salika Wenger, vous avez la parole.

M^{me} Salika Wenger (AGT). A la lettre e), il est écrit: «de transmettre à qui de droit les motions, résolutions», et là nous demandons de rajouter «et arrêtés», puisque nous avons la capacité de transmettre les arrêtés. Il semble que c'était là juste une omission.

Pour la lettre f) (nouvelle), nous demandons ceci: «Le Secrétariat du Conseil municipal est chargé de créer et maintenir un recueil systématique des règlements et arrêtés de portée générale adoptés par le Conseil municipal et le Conseil administratif, sur un support papier et sous forme informatique facilement accessible à tous.» Car aujourd'hui, en tout cas en ce moment et depuis quelques années déjà, pour accéder à un règlement, à un projet d'arrêté ou à quelque décision que ce soit prise par le Conseil municipal, c'est la croix et la bannière. Si seulement nous avions un recueil déjà existant, ne serait-ce que sur papier, cela nous faciliterait la

vie, parce que, pour l'instant, par l'internet, nous n'y arrivons pas. Nous demandons donc deux recueils, l'un pour les décisions du Conseil municipal et l'autre pour les décisions du Conseil administratif.

M. Jean-Marc Froidevaux, rapporteur (L). Je propose juste un sous-amendement à l'amendement d'A gauche toute! pour remplacer le mot «arrêtés» par «délibérations». Simplement parce que cela fait partie de la nouvelle nomenclature et permet ainsi de couvrir l'ensemble de l'article 32 LAC, ce qui, en ce sens, me paraît plus vaste que le mot «arrêtés», qui ne comporte qu'un élément de l'article 32, alinéa 2, de la LAC.

M^{me} Salika Wenger (AGT). Pour ce qui est de la proposition que j'ai faite, elle est un peu prématurée et n'entre probablement pas directement dans l'article que nous venons de discuter, puisque nous parlons du Conseil municipal et que là je parle des compétences du bureau. Ce n'était donc pas le bon endroit. Je représenterai cet amendement le moment venu au bon endroit.

La présidente. Madame Wenger, concernant la lettre e), le rapporteur, M. Froidevaux, nous a expliqué que le terme «arrêtés» a été abandonné au profit du terme «délibérations». Est-ce plus clair maintenant pour vous, Madame Wenger?

M^{me} Salika Wenger (AGT). Il est probable qu'il s'agisse d'un terme de droit, parce que, pour moi, une délibération, c'est quelque chose d'un peu abstrait. Ce qui est la preuve de cette délibération, c'est un arrêté ou en tout cas le vote sur un arrêté. Ce qu'il nous reste ce n'est pas la délibération, mais bien l'arrêté. Monsieur Froidevaux, nous délibérons et nous votons sur des arrêtés, je vous en donne l'exemple dans votre propre rapport, il y a un arrêté que nous voterons en fin de session, qui s'appelle arrêté... C'est donc un arrêté et je ne crois pas qu'il s'agisse d'une délibération. Néanmoins, vous êtes le juriste et moi je ne suis qu'une simple conseillère municipale.

M. Jean-Marc Froidevaux, rapporteur (L). Je me permets d'interpeller directement M^{me} Wenger et de la renvoyer à l'article 50 du projet de règlement, qui prévoit que nous avons des fonctions délibératives et des fonctions consultatives. Par le passé, c'était un peu mélangé; maintenant, nous reprenons stric-

tement les termes de la LAC. Les fonctions délibératives c'est, d'une part, des projets de délibération s'ils sont fondés sur l'article 30, alinéa 1, lettres a) à z), de la LAC. En outre, l'alinéa 2 prévoit que nous pouvons prendre des arrêtés ou des règlements. Ces arrêtés sont définis à l'article 52 et le règlement à l'article 53. Un arrêté est une proposition de délibération générale et concrète dont les invites concernent un nombre ni déterminé ni déterminable de personnes. C'est bien le cas de notre règlement – mais c'est plutôt des délibérations abstraites, je le confesse.

La LAC prévoit des mots et nous reprenons simplement ces mots de manière à être raisonnablement clairs. Avec le mot «délibération», nous couvrons l'ensemble. Il est vrai qu'arrêté, délibération, règlement, tous ces éléments ne sont pas transmis, ils sont affichés, et cet élément de vouloir les ajouter et les transmettre à qui de droit, en soi c'est une hérésie. Mais je vous suis volontiers, simplement pour supprimer ce mot «arrêtés» qui est trop court.

Mais fondamentalement ces éléments sont au pilier public et ils ne sont pas transmis; c'est notre bureau du Conseil municipal qui a la responsabilité de les afficher et c'est parce qu'ils sont affichés qu'ils sont applicables. En soi, la force de ces éléments est précisément qu'ils s'appliquent et ne passent pas par le filtre d'une autre autorité. Si vous tenez à ce que nous les ajoutions, alors ajoutons-les, mais ajoutons-les justement!

A titre personnel, je ne soutiendrai pas ces éléments, parce que, d'un point de vue technique, comme je vous le disais, ce n'est pas exact. Je vous remercie de m'avoir écouté.

La présidente. Avant de voter sur votre amendement, Madame Wenger, maintenez-vous le terme «arrêtés» ou vous ralliez-vous à ce qui vous a été expliqué par le rapporteur?

M^{me} Salika Wenger (AGT). Je le maintiens.

Mis aux voix, l'amendement de M^{me} Wenger est refusé par 35 non contre 24 oui (3 abstentions).

La présidente. Le sous-amendement de M. Froidevaux devient donc caduc.

Le prochain amendement est présenté par A gauche toute! et concerne l'article 21 – Correspondance. Il demande à l'alinéa 2: «La correspondance

adressée au Conseil municipal «est lue» en séance plénière.» Madame Wenger, vous avez la parole sur cet amendement.

M^{me} Salika Wenger (AGT). Merci, Madame la présidente. Que le bureau décide de ne pas lire le courrier qui lui est adressé personnellement ou que les conseillers décident de ne pas lire les courriers qui leur sont adressés, nous l'entendons bien. Néanmoins, il nous semble important pour la population de savoir que si elle écrit au Conseil municipal tout le Conseil municipal en prendra connaissance. Vous me direz que nous les recevons. En effet, mais une donne a changé, à savoir que nos émissions sont retransmises et que la population serait très contente de voir que le travail a été fait et qu'il a été fait pour toute la population. S'il y avait une doléance ou même un compliment à faire à cette assemblée, la lettre serait transmise, d'une part, aux citoyens qui siègent ici et qui représentent la population et, d'autre part, à toute la population qui assiste à nos séances.

C'est pourquoi nous tenons beaucoup à la lecture en séance plénière des courriers adressés au Conseil municipal.

M. Pascal Holenweg (S). Madame la présidente, je prends la parole pour dire que les deux amendements qui suivront partent des mêmes prémices de principe que ce qui vient d'être dit par M^{me} Wenger. A savoir que le Conseil municipal doit rester, autant que possible, maître non seulement de son ordre du jour, mais des informations qu'il reçoit et que, par conséquent, laisser soit au seul bureau la correspondance adressée au Conseil municipal, soit en interdire dans le règlement la lecture publique me paraît contradictoire avec la fonction même de ce Conseil municipal, et l'utilité même pour les citoyens de s'y adresser.

M. Jean-Marc Froidevaux, rapporteur (L). D'abord, j'aimerais attirer votre attention sur le fait que c'est un net progrès par rapport à la situation antérieure, car, auparavant, la correspondance adressée au bureau du Conseil municipal n'était pas transmise au Conseil municipal. Maintenant, le règlement prévoit que toute la correspondance est adressée en format électronique – PDF – à tous les membres du Conseil municipal. C'est un net avantage et cela répond à l'intervention de M. Pascal Holenweg.

S'agissant ensuite de la saisine par le citoyen du Conseil municipal, elle est libre, et le règlement ne la met pas en cause. Cela s'appelle le droit de pétition. En effet, il suffit d'adresser une lettre, munie d'une signature, pour que cette lettre puisse être considérée comme une pétition. Cela répond totalement aux besoins démocratiques.

S'agissant des correspondances qui, comme le souligne M^{me} Wenger, pourraient être idéalement des lettres de félicitations, mais aussi des lettres de récriminations, elles n'ont évidemment pas à être lues, parce que ce n'est souvent que l'occasion de flatter l'égo de ceux qui les écrivent, voire de servir à une cause politique de la part d'un groupe qui siège dans ce Conseil municipal. Sur ce point, nous ne pourrions jamais être d'accord, parce qu'il y a évidemment des lettres qui sont aux uns agréables et aux autres insupportables.

Quoi qu'il en soit, il paraît évident qu'en raison même de la présence de la télévision ces correspondances ne doivent pas être considérées comme des éléments accessoires à une campagne politique. C'est ce qui a fondé la commission à choisir l'option de dire: nous ne lirons plus les correspondances; en revanche, celles-ci doivent être connues de tous et de toutes, ce qui n'était pas le cas jusqu'à ce jour. Raison pour laquelle toutes les correspondances sont transmises aux 80 membres de ce Conseil municipal et que là s'arrête la communication – autant que la mienne!

M. Yves de Matteis (Ve). Avant de siéger dans ce Conseil municipal, j'ai été employé à l'administration municipale. J'ai pu constater qu'un grand nombre de courriers étaient adressés à l'administration et si, au cours de nos séances, le Conseil municipal devait en prendre connaissance, simplement par la lecture, nous risquerions de perdre entre une heure et une heure et demie à chaque séance, car il s'agit quelquefois de plusieurs dizaines de lettres pour l'un ou l'autre des départements. Cela risquerait donc de causer des embouteillages inconciliables avec notre travail de conseillers municipaux et de bloquer la démocratie que nous sommes censés défendre. Mais une solution pourrait peut-être être proposée pour faire en sorte qu'on ne lise pas systématiquement tous les courriers.

M^{me} Salika Wenger (AGT). Je crois que M. de Matteis n'a pas très bien compris: il ne s'agit que du courrier adressé au Conseil municipal, c'est tout. C'est celui-là dont nous sommes en train de parler, le reste, effectivement, ne dépend pas de nous. C'est une première chose.

La deuxième chose, c'est une réponse à M. Froidevaux et une réponse à tous les gens dans cette enceinte qui se reprochent les uns et les autres de faire de la politique. Au cas où personne ne l'aurait remarqué, nous sommes des groupes politiques et nous sommes ici pour faire de la politique dans le sens noble du terme, c'est-à-dire gérer la cité. Nous dire que lire ces lettres serait un acte politique, oui, et nous ne voulons pas nous priver, ni les uns ni les autres, de cet outil que représente la possibilité pour des citoyens de faire savoir qu'ils sont pour l'une ou l'autre des causes qui sont défendues dans la cité.

C'est le droit des citoyens de se faire entendre par les autres et nous tentons de le faire tant que faire se peut, comme pauvres miliciens que nous sommes. Il me semble que la lecture des lettres nous ferait parfois économiser du temps et éviterait peut-être certains débats qui n'ont pas lieu d'être. La lecture de lettres serait l'outil nécessaire et suffisant pour défendre une cause, alors ne nous privons pas de cet outil qui ne nous prend pas tellement de temps!

M^{me} Christiane Olivier (S). Je souscris tout à fait à ce qu'a dit M. Froidevaux: auparavant, il n'était pas mentionné que le courrier devait être adressé à tous les conseillers municipaux. Maintenant, c'est indiqué à l'alinéa 1 de l'article 21, c'est un mieux. Tout le courrier est adressé par moyen électronique à l'ensemble du Conseil municipal.

Simplement, pour concilier les deux points de vue, je pense qu'on pourrait indiquer à l'alinéa 2: «La correspondance destinée au Conseil municipal est soumise à la présidence et le bureau juge de l'opportunité de lire en plénum le courrier adressé au Conseil municipal.» Au lieu de lire tout le courrier en plénum, étant donné qu'au bureau chaque groupe de ce Conseil municipal est représenté, c'est au bureau d'exercer ses compétences.

Ce serait une modulation entre ne pas lire en plénum tout le courrier et lire tout le courrier, en redonnant la compétence au bureau, comme actuellement, de juger de son opportunité.

La présidente. Ce que vous venez de nous donner, Madame Olivier, c'est la formulation actuelle...

M. Yves de Matteis (Ve). Je prends la parole simplement pour dire à M^{me} Wenger que j'avais bien compris, mais que j'avais l'impression que les personnes qui, aujourd'hui, envoient leur courrier aux administrations pourraient le faire, demain, directement au Conseil municipal.

M. Pascal Holenweg (S). Nous avons quatre amendements sur cet article. Il me semble qu'un principe devrait faire l'objet d'un débat ou d'un vote, indépendamment de la formulation de nos amendements, c'est la question de savoir si le Conseil municipal peut être utilisé par les citoyens comme une tribune par l'envoi de lettres lues publiquement au Conseil municipal.

J'ai proposé un amendement qui répond en partie à cette exigence, qui me paraît une exigence démocratique, un amendement qui dit que les lettres ne sont

en principe pas lues, «à moins qu'un tiers des membres présent-e-s du Conseil municipal le demandent».

La présidente. C'est-à-dire l'article 17 actuel.

M. Pascal Holenweg. Non, l'article 17 actuel ne dit pas cela. C'est l'amendement du groupe socialiste qui propose de revenir à l'article 17 actuel. Mon amendement propose d'ajouter à l'article 21, alinéa 2, le bout de phrase «à moins qu'un tiers des membres présent-e-s du Conseil municipal le demandent». Ce qui signifie qu'en principe la correspondance n'est pas lue, sauf si un tiers des membres demandent qu'elle le soit. Ce qui permet au Conseil municipal de rester maître à la fois de son ordre du jour et de l'usage que les citoyens peuvent en faire. Il me paraît inacceptable de fermer le Conseil municipal à l'expression des citoyens ou d'obliger le Conseil municipal à entendre toutes les lettres qui lui sont envoyées. D'où la possibilité que je propose de laisser le Conseil municipal décider lui-même d'entendre ou de ne pas entendre la lecture de lettres qui lui sont envoyées, sans l'obliger à les entendre toutes et sans lui interdire d'en entendre la moindre.

La présidente. Sur ces quatre amendements concernant l'article 21, alinéa 2, il y a des subtilités. Je vais donc vous les relire, ensuite, nous les voterons séparément.

Le premier amendement d'A gauche toute! dit ceci: «La correspondance adressée au Conseil municipal «est lue» en séance plénière.»

Le deuxième amendement, du groupe socialiste, propose de réintroduire la formulation de l'article 17 du règlement actuel, en lieu et place de l'article 21, alinéa 2.

Le troisième amendement, de M. Holenweg, propose d'ajouter à la fin de la phrase «à moins qu'un tiers des membres présent-e-s du Conseil municipal le demandent».

Le quatrième amendement, également du groupe socialiste, propose: «La correspondance destinée au Conseil municipal est remise à la présidence. Le bureau juge de l'opportunité de lire en plénum le courrier adressé au Conseil municipal.»

Mis aux voix, le premier amendement est refusé par 49 non contre 10 oui (4 abstentions).

Mis aux voix, le deuxième amendement est refusé par 57 non (3 abstentions).

Mis aux voix, le troisième amendement est refusé par 35 non contre 28 oui (1 abstention).

Mis aux voix, le quatrième amendement est refusé par 37 non contre 26 oui (1 abstention).

La présidente. Nous continuons. Concernant l'article 23 – Compétences des membres du Bureau désigné-e-s comme secrétaires, alinéa 1, nous sommes saisis de deux amendements. Le premier, d'A gauche toute!, demande de supprimer l'alinéa 1. Le deuxième amendement, déposé par le groupe socialiste, demande de remplacer l'alinéa 1, je lis «Suppression ou transformation: Les secrétaires du bureau ne sont pas appelé-e-s à cette tâche.» Madame Wenger, vous avez la parole.

M^{me} Salika Wenger (AGT). Je n'aurais pas pu dire mieux que les commentaires de mes camarades socialistes. C'est vrai qu'il faut supprimer cet alinéa, ce n'est pas la tâche des secrétaires du bureau du Conseil municipal de prendre les procès-verbaux, cela c'est sûr!

M. Jean-Marc Froidevaux, rapporteur (L). L'article suivant, soit l'article 24, délègue cette tâche au personnel administratif du Conseil municipal, c'est son devoir au sens de la LAC. C'est la raison pour laquelle cette disposition, ma foi, s'impose. Que nous la radiions ou pas, ce sera toujours la responsabilité de nos secrétaires. Je vous laisse regarder, Madame Wenger.

M^{me} Christiane Olivier (S). Monsieur Froidevaux, j'entends bien que c'est une nécessité de la LAC, mais il faudrait juste modifier une formulation, ne pas dire que les secrétaires «tiennent» le procès-verbal, mais «sont responsables» du procès-verbal. Tenir le procès-verbal, cela veut dire l'inscrire, le faire et l'éditer, ce n'est ni de la responsabilité ni des compétences du bureau.

Si vous êtes d'accord de dire «sont responsables» du procès-verbal, qui sera ultérieurement fait par un secrétaire – en l'occurrence, M. Hercod – nous serons d'accord d'accepter cet alinéa 1.

M. Jean-Marc Froidevaux, rapporteur (L). L'article 24 répond à cela de manière extrêmement précise. Si le mot «tiennent» ne vous convient pas, ma foi, d'une manière générale, un procès-verbal, on le tient. Soit je le rédige, soit je le tiens, mais effectivement comme ils ne le rédigent pas, il leur appartient de le tenir...

Mis aux voix, l'amendement d'A gauche toute! est refusé par 38 non contre 19 oui (3 abstentions).

Mis aux voix, l'amendement socialiste est refusé par 39 non contre 21 oui (1 abstention).

La présidente. L'amendement suivant, de M^{me} Olivier, concerne également l'alinéa 1 de l'article 23; il demande de remplacer cet alinéa 1 par: «Les secrétaires «sont responsables» du procès-verbal (...).»

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est accepté par 34 oui contre 27 non.

La présidente. Le prochain amendement est déposé par M. Froidevaux et concerne l'article 25 – Contenu du procès-verbal, alinéa 1. Monsieur le rapporteur, je vous laisse le défendre quant à son contenu et sa forme.

M. Jean-Marc Froidevaux, rapporteur (L). C'est le même amendement que celui que j'ai développé tout à l'heure. Il est écrit: «(...) Il contient l'énoncé des propositions et projets d'arrêtés (...).» Il s'agit d'une nomenclature qui a résisté aux divers examens, mais qui ne doit pas résister à celui de ce Conseil, et lui substituer: «(...) Il contient l'énoncé des «initiatives du Conseil administratif et des membres du Conseil municipal» (...).» Cela fait référence à la nomenclature des articles 50 à 72, et c'est le terme le plus général.

M. Yves de Matteis (Ve). Madame la présidente, pouvez-vous transmettre ma question au rapporteur? Il est noté, à l'alinéa 3, «les propos qui sont de nature à porter atteinte à l'honneur (...)», ensuite la phrase dit qu'ils doivent être traités de manière particulière. Or, à mon sens, le procès-verbal actuel du Conseil municipal n'inclut aucun propos, aucun verbatim des conseillers municipaux ou du Conseil administratif. C'est uniquement un recensement de tous les projets et des

décisions qui ont été prises. Il s'agit plutôt d'un procès-verbal décisionnel et non pas d'un mémorial qui contient les propos exhaustifs des conseillers municipaux.

La présidente. Monsieur le rapporteur, pouvez-vous répondre à M. de Matteis?

M. Jean-Marc Froidevaux, rapporteur (L). Volontiers, Madame la présidente. Aujourd'hui, il est vrai que le procès-verbal ne comporte que les délibérations. Cela dit, nous avons ajouté le principe qu'il comprend également les faits qui méritent d'y être notés. Quels sont-ils? Eh bien, il s'agira de voir à l'expérience.

Quant à l'alinéa 3, c'est une mesure – je l'indique dans le rapport – sur laquelle la commission s'est arrêtée en se disant qu'il y a eu par le passé un certain nombre d'excès dans les propos qui ont été tenus. Il y a eu malheureusement, à plusieurs reprises, des propos qui ont débouché sur des plaintes pénales, que ce soit des membres du Conseil entre eux ou que ce soit de la part du public qui s'est senti agressé une fois ou l'autre. Cette disposition, qui tend à inscrire certains propos dans le procès-verbal, n'a pas d'autre vocation que de permettre au bureau de notre Conseil, ou à l'un ou l'autre d'entre nous, de solliciter l'inscription au procès-verbal de ce qui vient d'être dit, de sorte que son auteur puisse dire à cette occasion: «Eh bien, plutôt que d'écrire mes propos, notez que je les retire!» Ce qui a pour effet de permettre d'éviter une situation qui se dégraderait. En cela, on espère bien qu'on n'en fera aucune application.

Mais il faut surtout comprendre que c'est une disposition préventive, mise à la disposition en particulier de la présidente ou du président du Conseil municipal pour faire en sorte que les excès qui pourraient se produire dans notre Conseil soient évités.

M^{me} Salika Wenger (AGT). C'est encore une question à notre juriste non masqué... (*rires*) qui visiblement est celui qui va nous aider ce soir. Dans le libellé de l'alinéa 3: «(...) les propos qui sont de nature à porter atteinte à l'honneur de l'un ou de l'une des membres du Conseil ou d'un tiers sont portés au procès-verbal selon l'expression exacte de celui ou de celle qui les a tenus», il va de soi que s'il y avait un excès, j'imagine qu'il serait retranscrit dans le contexte global du dialogue, et pas seulement l'expression ou l'attitude qui pourrait être considérée par les uns ou les autres excessive ou portant atteinte à l'honneur de qui que ce soit.

M. Jean-Charles Lathion (DC). Je suis vraiment étonné de cet ajout, parce que, finalement, le procès-verbal des séances du Conseil municipal est le résultat de nos délibérations. Je comprends bien que les insultes ou tout ce qui peut heurter l'honneur des uns ou des autres figurent dans un mémorial, mais au niveau d'un procès-verbal qui résume les délibérations, je ne vois pas l'opportunité de les faire figurer.

M. Jean-Marc Froidevaux, rapporteur (L). Les trois personnes qui m'ont écouté durant l'intervention antérieure, je les prie de m'excuser, parce que je vais devoir me répéter et j'en suis absolument confondu.

Cette disposition n'est pas le *Mémorial*. Le *Mémorial*, Monsieur Lathion, il sort six, huit semaines après les propos. A ce moment-là, c'est trop tard. Cette disposition est exclusivement une disposition disciplinaire et préventive. Quand il y a des excès, il suffit de demander à ce que cela soit inscrit au procès-verbal pour que, à ce moment-là, l'auteur dise: «Je retire mes propos.» Cela nous éviterait un certain nombre de procédures pénales qui, par le passé, sont advenues dans ce Conseil municipal.

Il ne s'agit pas là de voir un élément du procès-verbal à proprement parler, mais un élément qui a pris beaucoup de temps à la commission, qui est celui de dire au président ou à la présidente qui a la charge de la discipline de nos séances: quels sont vos moyens? Il faut lui reconnaître qu'il ou elle n'en a pas et il faut essayer de trouver des artifices qui lui permettent d'agir. Par rapport à des excès, c'est un artifice que la commission a trouvé utile et intelligent. Si vous voulez voir des problèmes de rédaction du procès-verbal, des problèmes contextuels et autres, le *Mémorial* y répond, mais trop tard, parce qu'il répond après le délai de plainte. En conséquence de quoi le mal est fait.

Mesdames et Messieurs, voyez dans cette disposition ce pour quoi la commission l'a introduite, mais si vous ne souhaitez pas que la commission l'introduise, barrez cet alinéa 3! Mais, à cette occasion, vous rendrez la vie un peu plus difficile à un président ou une présidente...

M^{me} Salika Wenger (AGT). Pour de temps en temps avoir l'immense plaisir de consulter le *Mémorial*, je regretterais infiniment si cette mesure avait été adoptée il y a dix, vingt, trente ou quarante années, parce qu'il y a des langages très fleuris qui, peut-être aujourd'hui, nous sembleraient excessifs, mais qui, à l'époque, étaient employés de part et d'autre de cette assemblée.

Vouloir aseptiser le discours, vouloir le normaliser me semble être une chose un peu dommageable, d'une part pour nous, parce que, effectivement, c'est une

forme de censure, d'autre part pour ceux qui liront le *Mémorial* plus tard et qui, comme nous, se régaleront peut-être de certains bons mots qui à l'époque ont fait scandale.

Moi, je ne suis pas pour cette mesure, parce que je ne crois pas qu'elle est efficace. En outre, c'est une censure et, je regrette, nous, en tout cas mon groupe, nous ne pouvons accepter aucune forme de censure sur le langage, quelle qu'en soit la forme.

Mis aux voix, l'amendement de M. Froidevaux est refusé par 34 non contre 23 oui (3 abstentions).

La présidente. Le prochain amendement est déposé par le groupe socialiste. Il concerne l'article 26, alinéa 1, et demande que la fin de la phrase, «après son approbation par le Conseil municipal», soit déplacée et figure après «est envoyé». Madame Valiquier Grecuccio, vous avez la parole.

M^{me} Nicole Valiquier Grecuccio (S). C'est vraiment une question d'écriture. Au lieu de mettre la phrase «après son approbation par le Conseil municipal» à la fin, la mettre après «(...) le procès-verbal de chaque séance est envoyé après son approbation par le Conseil municipal aux membres du Conseil municipal et à toute personne qui le demande». Car à la fin de la phrase, dans notre groupe, nous avons trouvé que cela prêtait à confusion. C'est comme si on faisait référence à la personne qui le demande et non pas au fait que le procès-verbal est envoyé après son approbation par le Conseil municipal.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est accepté à l'unanimité (55 oui).

La présidente. Le prochain amendement est déposé par M. Froidevaux et concerne l'article 30 – Contenu du *Mémorial*. Monsieur Froidevaux, vous avez la parole.

M. Jean-Marc Froidevaux, rapporteur (L). C'est un nouvel alinéa que nous vous suggérons de glisser entre les lettres c) et d). Ce nouvel alinéa ajouterait dans le contenu du *Mémorial*: «d) le procès-verbal de la séance;». Il faut comprendre que le procès-verbal de la séance a ceci d'avantageux, qu'il en est un

résumé très utile. La table des matières dit en fait un peu tout, mais le procès-verbal de la séance donne une vision extrêmement synthétique de ce qui s'est passé dans le cadre de la séance.

Le groupe libéral-radical vous suggère cette modification afin de faciliter la consultation par rapport aux recherches qu'une fois ou l'autre nous sommes appelés à faire dans le *Mémorial*. C'est donc une petite modification technique pour faciliter le confort de la recherche.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est accepté par 43 oui contre 9 non (1 abstention).

La présidente. Il va de soi que les actuelles lettres d), e), f) et g) se déplacent en conséquence avec l'introduction de cette nouvelle lettre d).

Les prochains amendements concernent l'article 36 – Ordre du jour. Ils sont déposés par le groupe A gauche toute! et concernent les alinéas 2 et 4. Concernant l'alinéa 2, il est demandé de rajouter à la fin de la phrase: «Le Conseil municipal est maître de son ordre du jour «en tout temps.» Je passe la parole à M^{me} Wenger.

M^{me} Salika Wenger (AGT). Il me semble que la phrase explique d'elle-même l'amendement et qu'il n'y a pas besoin de commentaires. Ceux qui en ont besoin me retrouveront à la buvette tout à l'heure...

La présidente. S'agissant de l'alinéa 4 du même article, lettre a), voulez-vous vous exprimer sur cette modification, Madame Wenger?

M^{me} Salika Wenger. Il nous a paru que la phrase pouvait s'arrêter avant. Je vous la lis: «Une proposition de modification de l'ordre du jour demandant qu'un point urgent y soit introduit doit être déposée au bureau du Conseil municipal» – cela nous paraît une évidence – mais qu'elle le soit «dans les 15 minutes suivant l'ouverture de la session», cela nous paraît un peu rapide, d'autant plus que je connais bien des personnes ici qui arrivent quarante minutes en retard...

Je dois dire que les quinze minutes sont, d'une part, extrêmement contraignantes et, d'autre part, ne tiennent pas compte des urgences qui peuvent se présenter lors de l'une ou l'autre des séances. Pour garder une certaine liberté, encore une fois, nous demandons que la mention «dans les 15 minutes» soit retirée, ainsi que de barrer tout le restant de la phrase, parce que cela ne nous semble pas nécessaire.

La présidente. Ensuite, toujours au même alinéa 4, il est proposé de supprimer la lettre b). Avez-vous besoin de prendre la parole à ce sujet, Madame Wenger?

M^{me} Salika Wenger. Non, Madame la présidente, mais il me semble important de préciser que tout ce que nous venons de présenter va dans un seul sens, le sens de la liberté d'expression en tout temps de ce Conseil municipal. Tout ce que nous présentons nous semble plus qu'important, cela nous semble représentatif de cette démocratie que nous sommes censés représenter.

M. Jean-Marc Froidevaux, rapporteur (L). Mesdames et Messieurs, vous vous en doutez, c'est un point qui a retenu le travail de la commission pendant un certain nombre d'heures. S'agissant du premier amendement, à l'alinéa 2, «Le Conseil municipal est maître de son ordre du jour», ajouter «en tout temps» n'enlève rien. S'agissant de ce principe, il est prévu à l'article 50, alinéa 2, la manière dont le Conseil municipal intervient sur son ordre du jour et qui renvoie à des motions d'ordonnement et des motions d'ordre, lesquelles prévoient qu'elles peuvent être exercées notamment en tout temps. L'ajouter ici ou pas n'a strictement aucun contenu du point de vue réglementaire. Simplement, cela n'allège pas le règlement, mais vous me direz que de toute façon il n'est pas léger...

S'agissant de l'alinéa 4, évidemment, c'est un nœud, c'est incontestable, de savoir à quelles conditions. Le vrai problème est de savoir si ces éléments d'ajouts à l'ordre du jour peuvent être effectués à chaque séance ou seulement au début. Le reste, c'est du détail, parce que les propos de M^{me} Wenger qui demandent d'enlever cette disposition servent simplement à dire: je peux ajouter librement un élément à l'ordre du jour ou non.

La situation actuelle a vu notre Conseil balancer entre seulement au début, c'est-à-dire à la première séance, puis à chaque séance. La commission du règlement a choisi de dire non, c'est au début. Pourquoi? Là-dessus, je tiens à vous dire que la commission a été unanime, même si le débat a été interminable. Si l'on veut que le Conseil municipal ne puisse pas travailler, soit bloqué dans ses projets, parce que c'est l'intention d'une minorité ou l'intention curieuse – mais on l'a peut-être aussi vu – d'une majorité, alors, par le biais de ce qu'on a appelé jusqu'à maintenant les urgences, on peut rendre ce Conseil municipal parfaitement inefficace. Or les intervenants initiaux – chacun des présidents à son tour – se sont levés pour dire: l'objectif de ce règlement est de permettre que le Conseil municipal soit moins inefficace, à défaut d'être plus efficace...

A ce titre-là, revenir sur la proposition d'A gauche toute!, c'est évidemment permettre à ce Conseil municipal de fonctionner comme il a toujours fonctionné!

Faut-il en être fiers? M. Piguet nous disait que des motions sont renvoyées dix-huit fois à notre ordre du jour... Cela veut dire qu'elles sont à notre ordre du jour depuis deux ans et que nous ne les avons pas encore abordées. Pouvons-nous en être fiers?

Cette petite intervention, Mesdames et Messieurs, pour dire: organisons-nous de telle manière que les «urgences» ne soient pas des œuvres paralysantes de notre activité politique. La commission est unanime pour dire, en effet: organisons-nous! Cela dit, si ce n'est pas l'opinion de ce Conseil, chaque membre de la commission du règlement, un peu tristement sans doute, acceptera ce vote.

M. Pierre Rumo (AGT). J'aimerais quand même signaler qu'il n'y a pas eu l'unanimité sur ce point en commission, puisque, au sujet de l'article 36, alinéa 4, lettre b), nous lisons dans le rapport de M. Froidevaux: «Cette dernière disposition a été refusée par un membre d'A gauche toute!» Je n'étais pas toujours présent lors des séances de la commission du règlement, je ne sais donc pas si c'est M^{me} Vera Figurek ou moi-même, mais en tout cas un membre d'A gauche toute! s'était opposé à cette disposition.

Mis aux voix, l'amendement à l'alinéa 2 est refusé par 27 non contre 22 oui (2 abstentions).

Mis aux voix, l'amendement à l'alinéa 4, lettre a), est refusé par 41 non contre 9 oui (3 abstentions).

Mis aux voix, l'amendement à l'alinéa 4, lettre b), est refusé par 43 non contre 11 oui (1 abstention).

La présidente. L'amendement suivant concerne l'alinéa 2 de l'article 39 – Présence, absence, excuse, feuille de présences. Il est déposé par le groupe socialiste et je passe la parole à M^{me} Olivier pour le développer.

M^{me} Christiane Olivier (S). Le groupe socialiste veut réintroduire la notion de délai quant à la signature des feuilles de présences. Effectivement, à l'article 39, alinéa 1, il est dit: «Les membres du Conseil municipal sont tenu-e-s d'assister avec ponctualité (...).» Les séances du Conseil municipal étant signifiées pour 17 h, ponctualité voudrait dire que tous les membres devraient être là à

17 h. Dans l'ancien règlement, le délai pour la signature des feuilles de présences était de trente minutes; dans le nouveau règlement, aucun délai n'est indiqué. Ce qui voudrait dire que les feuilles de présences pourraient rester toute la soirée sur la table, qu'une personne pourrait arriver une, deux, trois heures après le début de la séance et signer la feuille de présences, alors qu'elle n'aurait pas assisté au débat. Pour une question d'équité, de justice et d'éthique, nous souhaitons réintroduire la notion suivante: «Cette signature ne peut être apposée que durant les 30 minutes qui suivent le début de chaque séance du plénum.»

M. Jean-Marc Froidevaux, rapporteur (L). La commission a aussi travaillé longtemps sur cet article. Le problème soulevé dans le cadre de cet amendement est pertinent. Il est vrai qu'il n'est pas convenable d'arriver avec deux heures de retard et de signer la feuille, mais il n'est pas convenable non plus de signer la feuille et de partir avec deux heures d'avance! Néanmoins ça se fait... Or le système que vous proposez ne permet que de contrôler les entrées et ne permet pas de contrôler les sorties. La commission s'est dit que nous allions contrôler les entrées et les sorties, mais il s'est trouvé quelques malins en commission qui ont demandé: qui va contrôler pendant la séance?

Mesdames et Messieurs, soyons réalistes! L'objectif en politique, comme le dit M^{me} Wenger, est d'en faire, mais de manière gagnante. Si je veux gagner un vote, le minimum est d'être là; si je veux que le groupe gagne, alors il appartient au groupe d'assurer sa discipline et sa présence. A titre personnel, dans cette opposition – je le disais en commission, je le répète volontiers en séance plénière – moins nombreuse est l'Alternative, plus je suis heureux et je ne vois vraiment pas pourquoi je me battrais pour que vous soyez là. De la même manière, vous pouvez aussi vous dire que dans les temps qui viennent ce même raisonnement s'appliquera pour tous les groupes. A cet égard, la notion de présence ou la notion d'absence ne se compte pas en signatures, mais elle se compte en vanité des débats qui sont perdus, parce qu'il manque des voix.

Plutôt que de parler de signatures, nous pouvons parler de responsabilité, de notre vocation à faire de la politique et de notre plaisir à gagner des votes. C'est la raison pour laquelle nous n'avons pas besoin d'une disposition de cette nature.

M. Alexandre Wisard (Ve). Là, c'est un article qui relève de l'éthique. Effectivement, si des commissaires viennent, signent la feuille de présences, puis vont baguenauder dans la ville, cela ne va pas du tout. Mais c'est de la responsabilité des chefs de groupe, c'est à eux de vérifier si les gens de leur troupe sont corrects. On peut tous s'absenter pour des raisons professionnelles ou autres, mais, là, on est purement dans l'éthique. Nous, les Verts, nous ne changerons pas et nous resterons au *statu quo ante*.

M^{me} Christiane Olivier (S). Effectivement, au sein de mon groupe – c'est rapporté par mon collègue M. Thierry Pignet – il a été dit que cela avait fait l'objet d'une grande discussion au sein de la commission et que, du moment qu'on signe l'arrivée, on doit aussi signaler le départ. Depuis des années que je siége au sein de ce Conseil municipal, j'ai constaté que le nombre de personnes qui arrivent en retard est beaucoup plus grand que le nombre de personnes qui signent et qui partent pour remplir d'autres fonctions.

De la même façon que vous disiez que moins nombreuse est l'Alternative, mieux cela vous vaudra, Monsieur Froidevaux, moi je dis que les personnes qui signaient pour aller à d'autres devoirs n'étaient pas des personnes de l'Alternative, mais bien des personnes de droite... (*Protestations.*)

Comme M. Wisard, je propose aussi la situation *ante*, c'est-à-dire la règle des trente minutes, parce que c'est une responsabilité des chefs de groupe, indépendamment des votes perdus ou gagnés.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 35 non contre 19 oui (2 abstentions).

La présidente. Nous sommes saisis d'un amendement du groupe A gauche toute! concernant l'article 40 – Violation d'ordre. Cet amendement demande de supprimer cet article et de le remplacer par l'article 34 du règlement initial. Monsieur Rumo, vous avez la parole.

M. Pierre Rumo (AGT). En effet, nous estimons que l'article 34 du règlement actuel est suffisant. Je le lis: «Le président ou la présidente prend toutes les mesures destinées au maintien de l'ordre, aussi bien dans les tribunes du public et de la presse qu'à l'extérieur.» Cet article nous semble amplement suffisant.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 46 non contre 12 oui.

La présidente. Nous passons à l'article 41 – Présence du Conseil administratif. Nous sommes saisis d'un amendement présenté par le groupe A gauche toute! qui propose de supprimer cet article. Monsieur Rumo, vous avez la parole.

M. Pierre Rumo (AGT). Nous estimons que l'article 41 n'est pas nécessaire et nous demandons purement et simplement sa suppression.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 47 non contre 9 oui (4 abstentions).

La présidente. Le prochain amendement concerne l'article 46 – Maintien de l'ordre. Il est déposé par le groupe A gauche toute! en vue de supprimer cet article. Personne ne demande la parole, je mets aux voix cet amendement.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 47 non contre 11 oui.

La présidente. Nous sommes saisis de plusieurs amendements concernant l'article 67 – Annonce et délibération. Le premier amendement, déposé par A gauche toute!, propose la suppression des alinéas 1 et 3. Personne du groupe A gauche toute! ne désire prendre la parole, je passe au deuxième amendement, déposé par M. Froidevaux, qui demande la suppression de l'alinéa 3. Je passe la parole à M. Froidevaux.

M. Jean-Marc Froidevaux, rapporteur (L). La motion d'ordonnancement est évidemment une motion qui intervient à tout moment dans notre débat pour organiser l'ordre du jour, ainsi que nous l'avons déjà abordé. L'alinéa 3 est un copier-coller qui nous revient des autres dispositions qui disent qu'une motion d'ordonnancement doit être annoncée à la fin de notre séance du Conseil municipal, quand ce point arrive à l'ordre du jour. C'est évidemment un non-sens.

En revanche, j'avais proposé de remplacer cet alinéa 3 par quelque chose peut-être de plus utile, qui consisterait à dire: «Chaque groupe et le Conseil administratif s'expriment 5 minutes au plus sur une motion d'ordonnancement.»

Nous n'avons pas, dans ce règlement, déterminé comment nous débattrions de la motion d'ordonnancement. J'ai écrit «5 minutes» et «chaque groupe», parce qu'il m'a paru assez utile, Madame la présidente, qu'on puisse débattre, dire si on va dans ce sens, que ce ne soit pas une intervention statique, mais que chaque groupe ait cinq minutes pour donner sa position et qu'on puisse répondre de telle manière à avoir un débat qui se construise, et non pas un débat qui s'affronte.

C'était le sens de cette phrase, qui n'est le fruit que de ma seule imagination, qui n'appartient ni au groupe libéral-radical ni à la commission du règlement. Mais je crois que c'est là une lacune à laquelle la commission n'a pas pensé et c'est la raison pour laquelle je vous fais cette proposition.

La présidente. Pour plus de clarté, je mets d'abord aux voix l'amendement de M. Froidevaux, qui demande de supprimer l'alinéa 3 actuel et de le remplacer par: «Chaque groupe et le Conseil administratif s'expriment 5 minutes au plus sur une motion d'ordonnancement.» Ensuite, nous voterons sur l'amendement du groupe A gauche toute!, la suppression des alinéas 1 et 3.

Mis aux voix, l'amendement de M. Froidevaux est accepté sans opposition (62 oui et 1 abstention).

Mis aux voix, l'amendement du groupe A gauche toute! est refusé par 54 non contre 9 oui (1 abstention).

(Remarque de M^{me} Wenger.)

La présidente. Madame Wenger, vous demandez que je mette au vote uniquement la suppression de l'alinéa 1? (*Acquiescement de M^{me} Wenger.*)

Mis aux voix, l'amendement demandant la suppression de l'alinéa 1 est refusé par 51 non contre 10 oui (1 abstention).

La présidente. Le prochain amendement concerne l'article 68 – Définition, annonce et délibération. Nous sommes saisis d'un amendement du groupe des Verts qui demande de supprimer le bout de phrase suivant de l'alinéa 3 «(...) après qu'une personne par groupe s'est exprimée en 2 minutes au maximum sur celle-ci avant le vote» et de le remplacer par «sans discussion». Monsieur Buschbeck, vous avez la parole.

M. Mathias Buschbeck (Ve). Merci, Madame la présidente. J'ai constaté que dans sa grande sagesse la commission du règlement avait supprimé les débats sur les ordonnancements – sur les urgences – et qu'on votait directement ces objets lorsqu'ils étaient soumis à l'assemblée; par exemple, la motion d'ordonnancement est immédiatement soumise aux délibérations du Conseil municipal. Dans cet article 68 sur les motions d'ordre, cela persistait, c'est-à-dire qu'on pouvait débattre durant deux minutes sur la motion d'ordre. Je vous propose donc de supprimer ce débat et de voter la motion d'ordre lorsqu'elle est déposée. La motion d'ordre ne finit pas le débat, puisqu'elle dit juste que les groupes n'ont que dix minutes chacun pour s'exprimer jusqu'à la fin du débat si la motion est acceptée.

Par souci de cohérence avec les autres objets, je vous propose de supprimer ces deux minutes de débat sur la motion d'ordre.

M^{me} Salika Wenger (AGT). Nous ne voterons absolument pas cet amendement.

Mis aux voix, l'amendement du groupe des Verts est accepté par 40 oui contre 22 non (2 abstentions).

La présidente. Nous sommes saisis de trois amendements concernant l'article 83 – Mode de traitement des objets. Le premier, du groupe A gauche toute!, demande purement et simplement de le supprimer. Madame Wenger, vous avez la parole.

M^{me} Salika Wenger (AGT). Nous avons voulu supprimer ce mode de traitement des objets, parce qu'il nous semble arbitraire. Je lis l'alinéa 1: «Les objets donnant lieu à débat sont classés dans l'une des catégories suivantes: a) débat libre; b) débat accéléré.» J'aimerais savoir qui, dans cette assemblée, a le pouvoir de décider quelle est la catégorie de la proposition qui est faite par les uns ou les autres, et là je parle de toute l'assemblée. Le bureau n'a pas ce pouvoir, le bureau n'a que le pouvoir de nous représenter, mais pas de prendre les décisions à notre place. Or, débat libre, débat accéléré, on ne sait pas ce que cela veut dire, ce que cela implique. Il faudrait des définitions bien plus claires que celles qui nous sont données.

Pour le reste, c'est la même chose. L'alinéa 4: «(...) Le classement d'un objet en débat accéléré nécessite l'accord d'une majorité des membres du bureau», et pourquoi pas l'accord du Conseil municipal, puisqu'il s'agit d'une proposition du Conseil municipal? Il en est de même pour tous les articles.

C'est pourquoi nous estimons que cet article-là est beaucoup trop flou, beaucoup trop arbitraire pour qu'il soit acceptable pour notre groupe.

M. Jean-Marc Froidevaux, rapporteur (L). J'aimerais rappeler qu'il s'agit là d'un élément qui est une proposition de ce Conseil municipal. Il a pour origine la gauche tout entière, y compris le groupe A gauche toute!, qui a requis de la commission du règlement qu'elle examine non pas seulement le débat libre et le débat accéléré, mais les quatre types de débat que connaissent aussi bien le Conseil national que le Grand Conseil. A cet égard, la commission a procédé à

des auditions diverses, notamment du personnel administratif du Grand Conseil, afin de déterminer quelle était la meilleure solution.

Le libellé de cette disposition reprend le règlement du Grand Conseil, en tout cas en ce qui concerne les principes d'attribution dans une catégorie ou dans une autre. Si la commission a choisi de s'en tenir aux seuls débat libre et débat accéléré, c'est précisément pour répondre à M^{me} Wenger, en ce sens qu'il était important que le débat soit simple. Soit nous débattons librement, soit nous considérons qu'il s'agit, par exemple, d'un vote d'entrée en matière, qu'il s'agit vraisemblablement d'un vote de renvoi en commission et qu'il y a lieu à cet instant de dire pourquoi nous entrons en matière, ou pourquoi nous n'entrons pas en matière. Cela s'arrête-là. Cessons de faire dans ce plénum le travail de commission!

Cette proposition est la mise en œuvre d'un projet d'arrêté qui tire son origine, notamment, du groupe A gauche toute!, mais que la droite de ce Conseil municipal ne peut pas nier, parce que nous avons, en son temps, déposé le même, qui n'avait pas eu l'heur de plaire à ce Conseil municipal. C'est une proposition qui est portée par l'unanimité du Conseil municipal et c'est la raison pour laquelle je vous suggère d'accepter la notion de débat libre et de débat accéléré, du moins dans les principes.

Maintenant, pour la commission, le débat libre, c'est tous les rapports et les deuxième et troisième débats. Le débat accéléré, ce sont les débats, a priori en tout cas, qui tendent à renvoyer en commission et, de nouveau, qui ont pour objectif de nous éviter deux ans de retard dans le traitement de nos objets.

Puisque j'ai la parole, Madame la présidente, je propose de présenter mon propre amendement, qui est très simple. A l'alinéa 2, il est écrit: «Lorsqu'il arrête le programme de la session, le bureau du Conseil municipal (...)» Je pense que le bureau n'arrête pas le programme de la session, mais qu'il arrête «l'ordre du jour». On peut aussi discuter du mot «arrête», car ce n'est pas un arrêté et on pourrait écrire: «Lorsqu'il «fixe l'ordre du jour de la session (...)»

La présidente. Merci, Monsieur le rapporteur. J'en profite pour ajouter, puisqu'on parle de différents amendements, que la proposition de M. Holenweg, qui porte sur le même article mais à l'alinéa 5, propose le remplacement de la fin de la première phrase «à la majorité des deux tiers» par «à la majorité». Il s'en expliquera tout à l'heure. Je passe maintenant la parole à M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio.

M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio (S). Au nom du groupe socialiste, nous aurions aimé poursuivre la proposition d'A gauche toute! Mais d'abord parler de

l'article 84 – Débat libre – quelle est la définition du débat libre? – et de l'article 85 – Débat accéléré, et après revenir à l'article 83. Car selon les modifications ou les acceptations des articles 84 et 85, vous avez aussi une différence de proposition, qui est formulée par mon collègue Pascal Holenweg. Selon les votes des articles 84 et 85, on intervient ou pas sur l'article 83.

M. Pascal Holenweg (S). J'ai déposé une proposition d'amendement qui n'a de sens que si l'article 83 est maintenu. Nous soutenons la proposition d'A gauche toute! de supprimer cet article 83 et, si la proposition d'A gauche toute! est acceptée par le Conseil municipal, mon amendement n'a plus de sens, il tombe de lui-même. Mais si l'article 83, sous quelque formulation que ce soit, est maintenu, je reviendrai pour défendre ma proposition d'amendement à l'alinéa 5.

Nous ne sommes pas un législatif, mais un parlement. La légitimité d'un parlement n'est pas seulement donnée par l'élection de ses membres, elle est aussi donnée par leur libre expression en séance. Tout ce qui peut réduire la libre expression des membres de ce Conseil est à considérer comme exceptionnel. La règle doit être l'expression la plus libre possible.

Or le débat accéléré dans la méthode qui nous est proposée ici risque de devenir assez rapidement la règle, surtout quand on demande une majorité des deux tiers pour en revenir au débat normal, ce qui justifie, pour nous, dans un premier temps, le soutien à la proposition d'A gauche toute! de supprimer l'article 83. Dans un deuxième temps, si l'article 83 est maintenu, de modifier l'article 83, alinéa 5, et un certain nombre d'articles suivants, afin que la règle soit maintenue de la libre expression et que l'exception à cette règle fasse l'objet de décisions exceptionnelles.

M^{me} Salika Wenger (AGT). Contrairement à ce qui vient d'être dit par la représentante socialiste, le fait de voter sur l'article 83 et de l'abroger, comme nous le demandons, impliquera évidemment que les articles 84, 85 et 86 sautent directement. Pour l'instant, le premier vote important est donc de savoir si, oui ou non, nous voulons garder cet article 83. Après quoi nous pourrions définir la nature d'un débat libre et d'un débat accéléré.

La procédure normale est de voter sur l'article 83 – de l'accepter ou de le refuser, ce n'est pas le problème – et après d'avoir le débat sur les autres. C'est l'inverse de ce que vient de dire M^{me} Valiquier.

Mis aux voix, l'amendement du groupe A gauche toute! est refusé par 41 non contre 21 oui (1 abstention).

Mis aux voix, l'amendement de M. Froidevaux est accepté par 53 oui contre 10 non.

La présidente. Monsieur Holenweg, l'article 83 étant maintenu, je vous passe la parole pour expliquer votre amendement.

M. Pascal Holenweg (S). Merci, Madame la présidente. Mon amendement consiste donc à remplacer, à l'alinéa 5, la fin de la première phrase, «à la majorité des deux tiers», par «à la majorité». J'ai dit tout à l'heure que, dans un parlement démocratique, pluraliste et libre, la règle doit rester celle du libre débat. Le débat réduit, le débat accéléré, le débat contraint doit être une exception.

Dans la proposition qui est faite par la commission, on demande une majorité qualifiée pour passer d'une forme de débat à l'autre, c'est-à-dire qu'on demande que les deux tiers des membres du Conseil municipal soient d'accord de revenir à un débat libre. Ce qui fait du débat libre, dans ces conditions-là, l'exception au lieu d'être la règle. Notre position est que le débat libre doit être la règle. Le débat contraint, accéléré, limité doit être l'exception et, par conséquent, pour passer d'un débat limité à un débat libre, il nous faut la majorité simple du Conseil municipal, parce que c'est la majorité simple du Conseil municipal qui doit décider du type de débat qui doit être mené.

J'ajoute que donner la majorité des deux tiers pour passer d'un débat à l'autre pourrait être intéressant pour l'Alternative dans la mesure où elle n'a plus la majorité absolue, puisqu'il suffirait que l'Alternative refuse de passer à un débat libre pour que le débat libre soit impossible. Comme nous sommes partisans du débat libre, de l'utilisation du parlement comme une instance démocratique et pluraliste, nous demandons que le débat libre soit la règle et que la majorité simple soit suffisante pour revenir au débat libre.

Mis aux voix, l'amendement de M. Holenweg recueille 25 oui et 25 non. La présidente départage les voix en votant oui. L'amendement est accepté.

La présidente. Nous avons voté l'article 83 – Mode de traitement des objets, qui a été amendé deux fois. (*Protestations.*) Si le groupe A gauche toute! souhaite déposer un nouvel amendement, il le dépose et nous y reviendrons! En attendant, je suspends ici nos travaux.

Séance levée à 19 h 10.

SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif	5982
2. Communications du bureau du Conseil municipal	5982
3. Rapport de la commission du règlement chargée d'examiner le projet d'arrêté du 23 février 2009 de M. Thierry Piguët, M ^{me} Vera Figurek, MM. Jean-Marc Froidevaux, Alain de Kalbermatten, M ^{me} Anne Moratti Jung, MM. Roland Crot et Rémy Burri, renvoyé en commission le 11 mars 2009, intitulé: «Pour une relecture du règlement du Conseil municipal» (PA-93 A)	5983

La mémorialiste:
Marguerite Conus